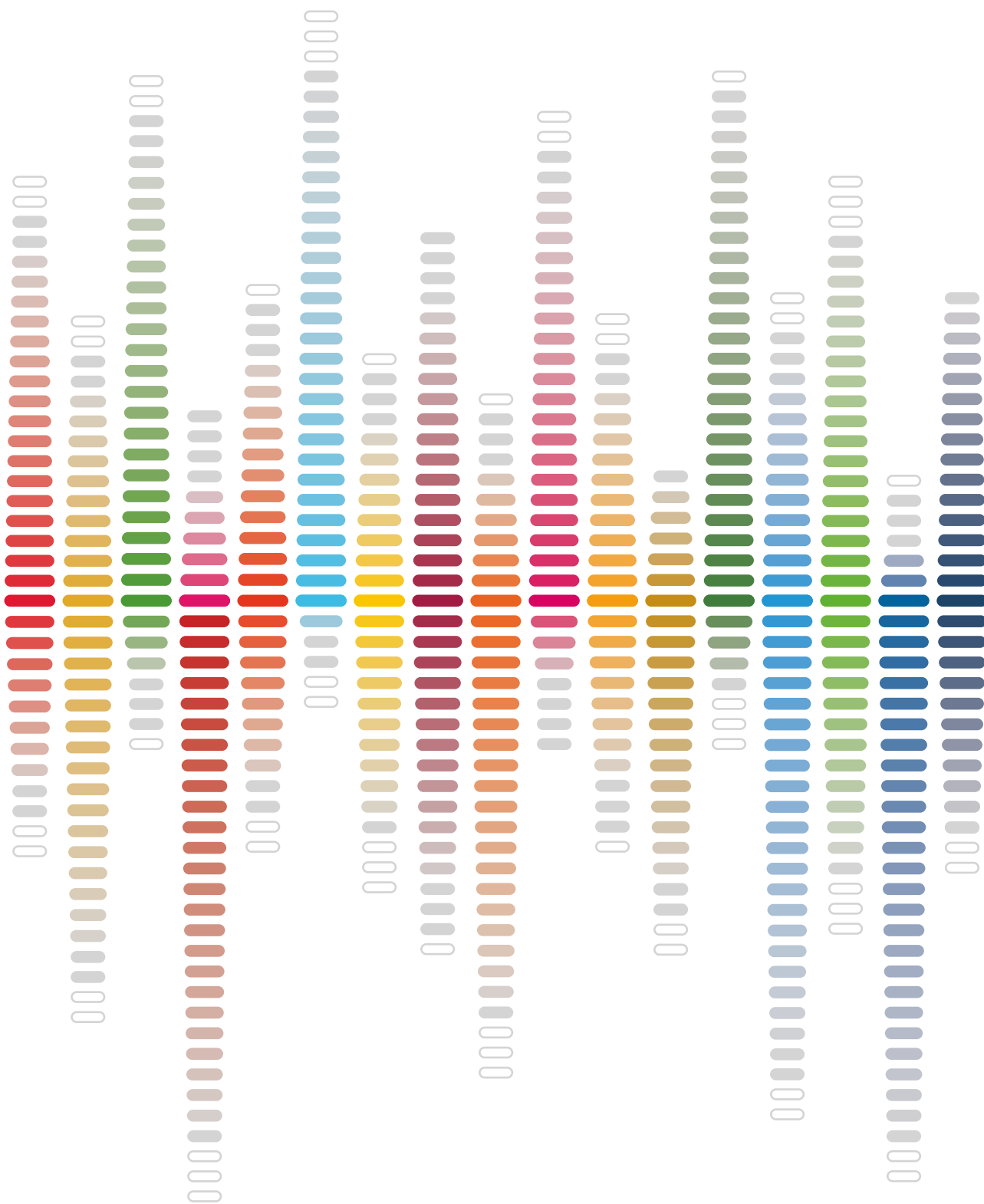


PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

GROS PLAN SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2022



Gros plan sur l'égalité des sexes à travers les Objectifs de développement durable



Mondialement, plus de **380 millions** de **FEMMES ET DE FILLES** sont dans l'extrême pauvreté, vivant avec moins de 1,90 dollar US par jour. Si les tendances actuelles se maintiennent, **les femmes et les filles** de l'Afrique subsaharienne qui vivront en 2030 dans une extrême pauvreté seront plus nombreuses qu'aujourd'hui.



Mondialement, près d'**1 FEMME sur 3** était en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2021. La hausse des prix alimentaires risque d'exacerber la faim dans le monde.



L'avortement non sécurisé constitue l'une des principales causes mais évitables de décès maternels et de morbidité. Aujourd'hui, plus d'**1,2 milliard** de **FEMMES ET DE FILLES** en âge de procréer vivent dans des pays où l'accès à l'avortement sécurisé est soumis à certaines restrictions. **102 millions** de femmes vivent dans des régions où l'avortement est totalement interdit.



Les conflits prolongés, les guerres et les efforts renouvelés pour empêcher les filles d'aller à l'école perpétuent les écarts entre les sexes dans l'accès à l'école et à l'apprentissage. **54 %** des **FILLES** qui ne sont pas scolarisées dans le monde vivent dans des pays touchés par des conflits.



Au rythme actuel des progrès, il faudra encore **286 ans** pour supprimer les lois discriminatoires et combler les lacunes existantes dans la protection juridique des femmes et des filles.

Mondialement, plus d'**1 FEMME ET FILLE sur 10** âgée de 15 à 49 ans a subi des violences sexuelles et/ou physiques de la part d'un partenaire intime au cours des 12 derniers mois.

En 2021, **4 475 COMMUNAUTÉS** se sont publiquement engagées à éliminer les mutilations génitales féminines.

Les femmes détiennent **plus d'un tiers** de sièges dans les instances décisionnelles locales.

Les fermetures d'écoles et de garderies en 2020 ont entraîné environ

512 milliards

d'heures supplémentaires de garde d'enfants non rémunérées dans le monde pour les femmes.

Le plafond de verre demeure intact. Dans le monde, près d'**un CADRE DIRIGEANT/SUPERVISEUR**

sur trois est une femme. Au rythme actuel des changements, la parité ne sera pas atteinte avant 140 ans.

Malgré les progrès réalisés, seulement

26 % DES PAYS disposent d'un système complet pour le suivi des allocations budgétaires sensibles au genre.



Chaque année, **800 000 FEMMES ET FILLES** meurent en raison du manque d'eau propre.

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



Une énergie abordable et propre, essentielle aux soins vitaux et à la productivité,

reste **hors de portée pour des millions**

DE FEMMES ET DE FILLES en Asie et en Afrique subsaharienne.

La hausse des prix de l'énergie aggrave la situation.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



La participation des femmes au marché du travail en 2022 devrait rester inférieure aux niveaux pré-pandémiques dans

169 pays et régions.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



Les femmes n'occupent que

2 emplois sur 10

dans les domaines des sciences, de l'ingénierie et des TIC mondialement. Elles ne représentent que

16,5 %

des inventeurs associés à un brevet.

10 INÉGALITÉS RÉDUITES



Fin 2021, quelque

44 millions

de **FEMMES ET DE FILLES** avaient été contraintes de fuir leur foyer en raison des changements climatiques, de la guerre, des conflits et des violations des droits humains.

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



Dans le monde, la majorité des femmes habitent dans des villes.

49 % DES FEMMES dans les zones urbaines déclarent se sentir moins en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit depuis le début de la COVID-19.

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



14 VIE AQUATIQUE



15 VIE TERRESTRE



En moyenne, une catastrophe entraînant **115 décès et des pertes de 202 millions de dollars US** a été enregistrée quotidiennement de 1970 à 2019.

LES FEMMES, en particulier celles des communautés pauvres et marginalisées, sont touchées de manière disproportionnée.

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Des institutions fortes qui soutiennent des sociétés justes et pacifiques ne sont pas possibles sans les femmes. Mais les femmes détiennent uniquement

42 % des postes judiciaires et ne représentent qu'une infime partie des forces de police

– à peine **16 %**.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



Le financement de l'égalité des sexes ne suit pas le rythme de la gravité croissante des défis mondiaux et des réactions hostiles envers les droits des femmes. Seulement

4,6 %

de l'APD bilatérale allouable est consacrée à des programmes dont l'égalité des sexes est l'objectif principal.

NE LAISSER AUCUNE FEMME OU FILLE POUR COMPTE

Atteindre une éducation universelle de qualité pour toutes les filles reste hors de portée

Des décennies de recherche ne laissent aucun doute sur les avantages directs et indirects de l'éducation des filles et des jeunes femmes, notamment une réduction plus rapide de la pauvreté, une amélioration de la santé maternelle, une baisse de la mortalité infantile, une meilleure prévention du VIH et une diminution de la violence à l'égard des femmes. Le droit des filles à l'éducation fait partie intégrante de pratiquement tous les aspects du développement, y compris la croissance économique et la prospérité. Chaque année de scolarité supplémentaire peut augmenter les revenus d'une fille à l'âge adulte jusqu'à 20 pour cent.

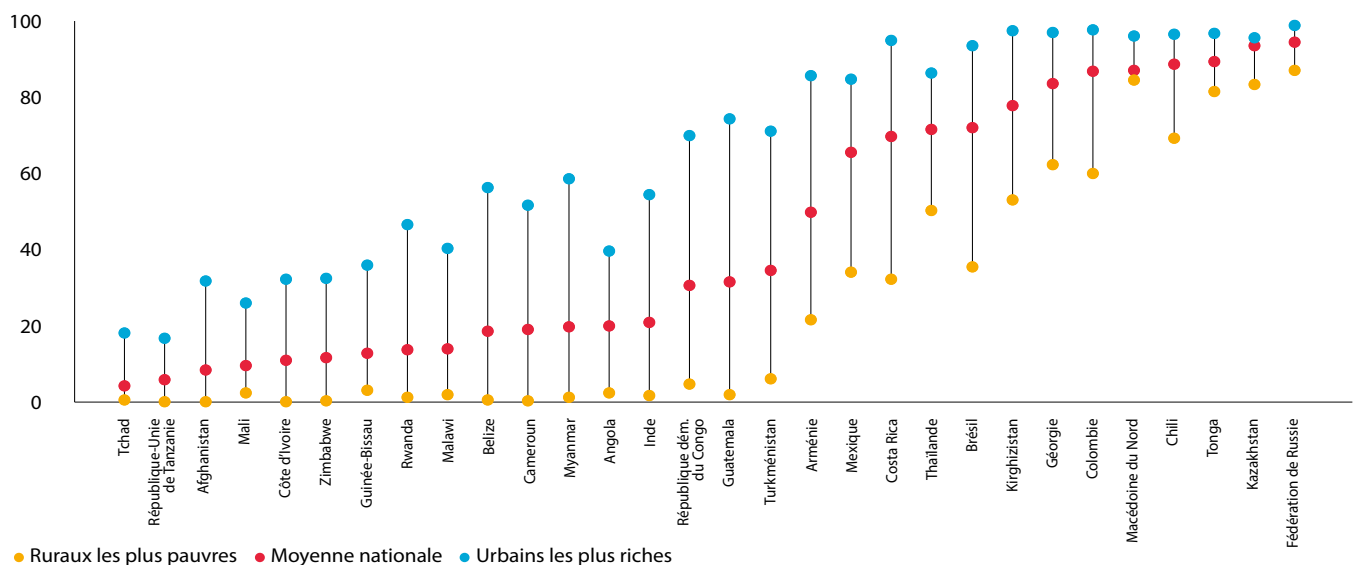
À l'échelle mondiale, des avancées transformatrices dans l'éducation des filles se sont produites au cours des dernières décennies. Les résultats d'apprentissage des filles ont, en moyenne, rattrapé ceux des garçons et, dans certains cas, les ont dépassés. Mais pour les filles des ménages les plus pauvres et des zones rurales, la trajectoire n'a pas été égale ou transformatrice. Un échantillon de 29 pays disposant de données récentes

sur l'achèvement du deuxième cycle du secondaire par sexe, lieu et richesse a révélé des écarts de taux d'achèvement parmi les filles rurales les plus pauvres et les filles urbaines les plus riches allant de 11,5 à 72,2 points de pourcentage.

Le parcours des filles confrontées à la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, la religion, le statut migratoire et/ou le handicap diverge également de l'ensemble. Les données provenant de 42 pays ont révélé que les enfants handicapés avaient un accès moindre à l'éducation préscolaire que les enfants non handicapés. La disparité était plus élevée pour les filles handicapées. Seulement 18 pour cent des filles ayant une ou plusieurs difficultés fonctionnelles ont suivi un programme d'éducation de la petite enfance, contre 28 pour cent des filles sans difficultés fonctionnelles. Les perturbations des systèmes éducatifs liées à la pandémie ont davantage exacerbé les difficultés d'accès et approfondi les inégalités d'apprentissage pour les groupes vulnérables de filles et de jeunes femmes.

GROS PLAN

Femmes âgées de 20 à 29 ans ayant terminé le deuxième cycle du secondaire, par lieu et richesse, pays sélectionnés, 2015–2019 (pourcentage)



Source : base de données mondiale sur les inégalités de l'UNESCO pour le suivi de l'éducation, 2022.

Détournées des STEM, les filles perdent des opportunités dans les technologies et l'innovation

Les normes et stéréotypes de genre biaisés, intégrés dans les programmes scolaires, les manuels et les pratiques d'enseignement et d'apprentissage, font dérailler les choix des filles quant à ce qu'elles veulent étudier à l'école et, à terme, leur carrière et leurs opportunités d'emploi à l'âge adulte. À l'échelle mondiale, les jeunes femmes sont plus nombreuses que les jeunes hommes dans l'enseignement supérieur. Pourtant, les femmes représentent une minorité des étudiants dans l'enseignement STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), à hauteur de seulement 35 pour cent, et dans les études de technologies de l'information et de la communication, à seulement 3 pour cent.

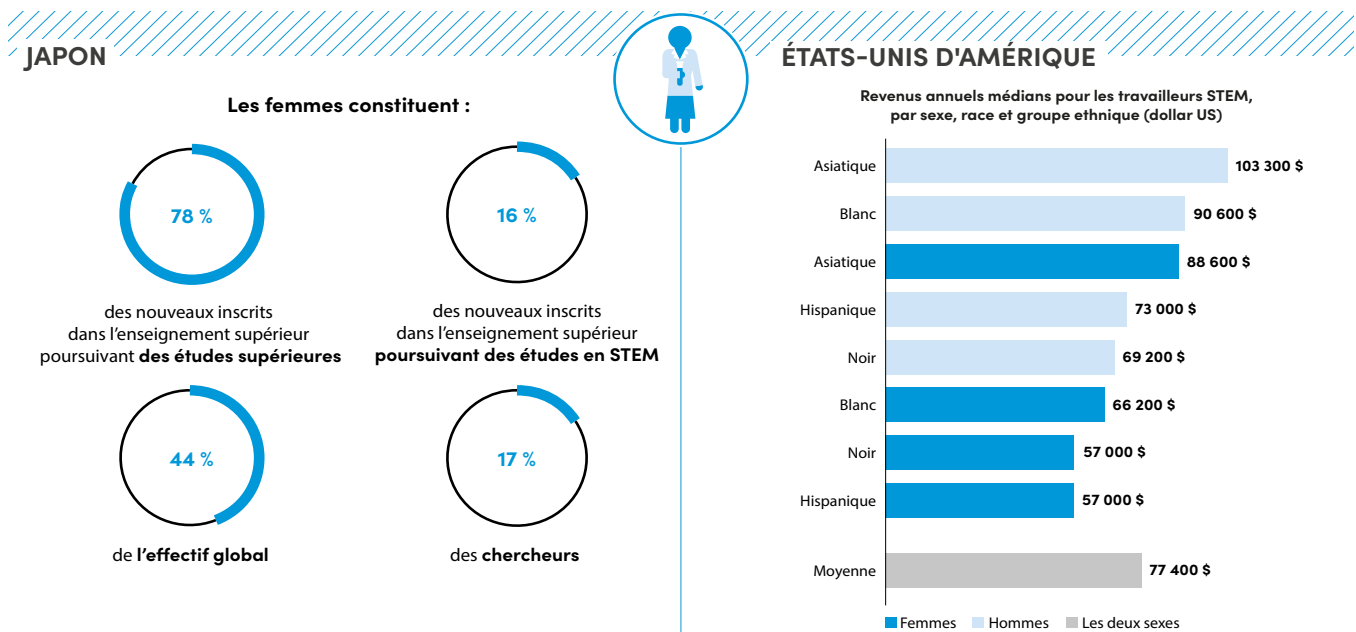
Les pays où les filles sont en tête de la répartition des compétences en mathématiques au premier cycle du secondaire comptent des proportions plus élevées de femmes dans les professions STEM. Mais dans l'ensemble, dans tous les pays, les filles sont systématiquement écartées des carrières en sciences et en mathématiques. Les enseignants et les parents, intentionnellement ou non, perpétuent les préjugés autour des domaines d'éducation et de travail les mieux « adaptés » aux femmes et aux hommes. Une étude de 2020 sur des filles philippines a démontré que la perte d'intérêt pour les matières STEM débutait dès l'âge de

10 ans, lorsque les filles commençaient à percevoir les carrières STEM comme dominées par les hommes et à croire que les filles sont naturellement moins adeptes des matières STEM. Le manque relatif de modèles féminins STEM a renforcé ces perceptions.

Mondialement, les femmes ne représentent que 19,9 pour cent des professionnels des sciences et de l'ingénierie. Une telle faible représentation est amplifiée par un environnement de travail généralement centré sur les hommes, inflexible et exclusif, ce qui rend le domaine moins attrayant pour les femmes et les autres groupes sous-représentés. C'est un cercle vicieux. En Asie et dans le Pacifique, une étude a montré que 44 pour cent des femmes exerçant des professions STEM qui avaient des responsabilités familiales ne bénéficiaient pas de modalités de travail flexibles pendant la pandémie de COVID-19. Les écarts dans l'éducation et les carrières STEM sont plus importants pour les femmes et les filles doublement défavorisées par l'intersection du genre avec d'autres vulnérabilités. Aux États-Unis d'Amérique, les femmes noires et hispaniques occupant des emplois STEM gagnent environ 20 000 dollars US par an de moins que la moyenne des emplois STEM et environ 33 000 dollars US de moins que leurs homologues masculins blancs.

GROS PLAN

Des inégalités flagrantes sont manifestes dans l'éducation et l'emploi dans les STEM



Source : OCDE, 2021 ; UNESCO, 2021 ; OIT, 2022 et le Pew Research Center, 2021.



13 INDICATEURS TOTAUX

5 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

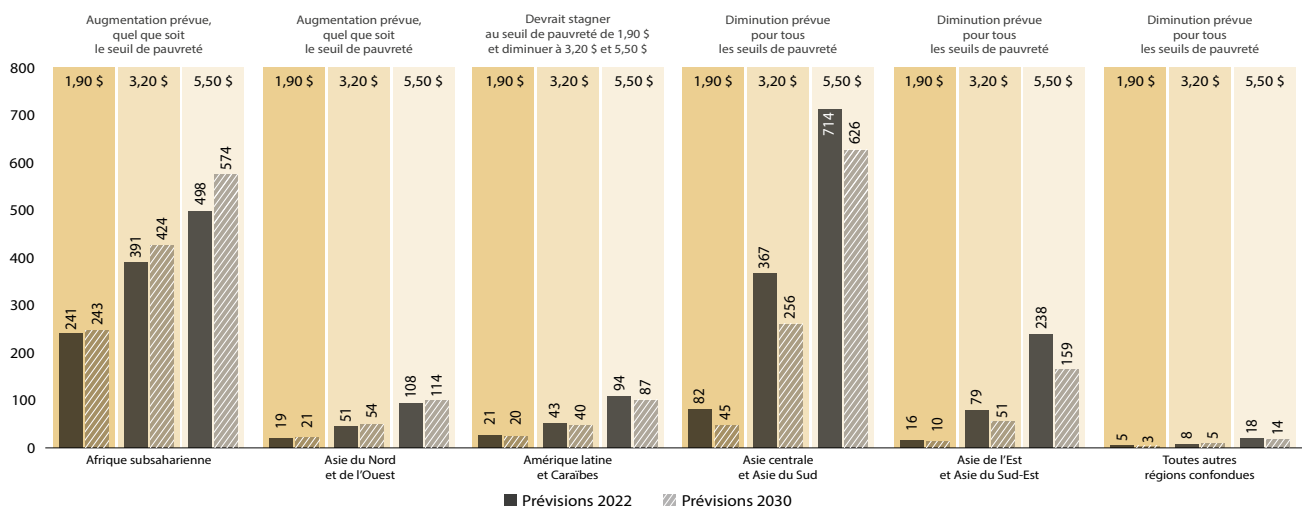
Les progrès en matière de réduction de la pauvreté se sont inversés, les femmes et les filles en payant un lourd tribut

L'extrême pauvreté devrait s'intensifier pour les femmes et les filles dans le monde. Avant la pandémie de COVID-19, la part des personnes vivant avec moins de 1,90 dollar US par jour avait chuté, passant de 11,2 pour cent en 2013 à 8,6 pour cent en 2018. La COVID-19 a fait dérailler cette progression, le taux devant grimper à environ 9 pour cent en 2022. À la fin de 2022, environ 383 millions de femmes et de filles vivront dans l'extrême pauvreté contre 368 millions d'hommes et de garçons. Plus de 8 femmes et filles sur 10 sont en Afrique subsaharienne (62,8 pour cent) et en Asie centrale et Asie du Sud (21,4 pour cent). Si les tendances actuelles se maintiennent, les femmes et les filles de l'Afrique subsaharienne qui vivront en 2030 dans une extrême pauvreté seront plus nombreuses qu'aujourd'hui.

Des seuils de pauvreté internationaux plus élevés révèlent une image encore plus sombre. En 2022, selon les prévisions, 938 millions de femmes et de filles vivent avec moins de 3,20 dollars US par jour et 1,7 milliard avec moins de 5,50 dollars US par jour. Aux Philippines, 33 millions de femmes et de filles survivent avec moins de 5,50 dollars US par jour. Pour beaucoup, la pauvreté rend inaccessibles les services essentiels tels que l'eau courante et le combustible propre. Ces privations alimentent d'autres inégalités entre les sexes, car les femmes consacrent plus de temps aux soins non rémunérés et au travail domestique. Chaque semaine, les femmes philippines des ménages les plus pauvres peuvent consacrer jusqu'à sept heures à ramasser du bois de chauffage et deux heures à aller chercher de l'eau suffisamment potable. L'accès insuffisant à un travail décent et à la protection sociale perpétue la pauvreté. En 2019, 7,1 pour cent des femmes actives âgées de 15 ans et plus vivaient dans l'extrême pauvreté, contre 6,5 pour cent des hommes. Alors que les mesures de protection sociale se sont étendues pendant la COVID-19, la plupart étaient à court terme et insensibles au genre. En 2020, plus de 4 milliards de personnes ne bénéficiaient d'aucune prestation en espèces de protection sociale. Seulement 44,9 pour cent des mères qui travaillent reçoivent des prestations de maternité en espèces.

GRAPHIQUE 1

Taux de pauvreté des femmes sur la base des seuils de pauvreté internationaux de 1,90 dollar US, 3,20 dollars US et 5,50 dollars US, par région, prévisions pour 2022 et 2030 (millions)



Source : ONU Femmes, PNUD et Pardee Center for International Futures utilisant la plateforme de modélisation International Futures 2022.

* Le terme « indicateurs spécifiques au genre » décrit des indicateurs qui demandent explicitement une ventilation par sexe et/ou font référence à l'égalité des sexes comme objectif sous-jacent. Pour une liste complète des indicateurs spécifiques au genre par Objectif de développement durable (ODD), voir pages 29-32.



14 INDICATEURS
TOTAUX

2 INDICATEURS
SPÉCIFIQUES AU GENRE

Les conflits, le climat et la COVID-19 ont convergé, posant une triple menace pour la sécurité alimentaire

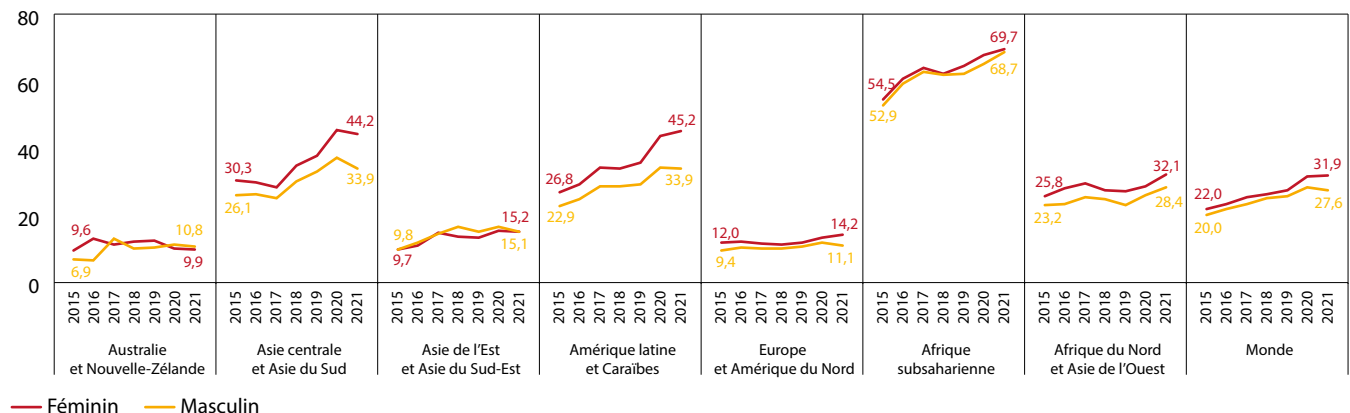
Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de se trouver en situation d'insécurité alimentaire, et l'écart entre les sexes se creuse. L'insécurité alimentaire modérée ou grave chez les femmes adultes a augmenté pendant la pandémie, passant de 27,5 pour cent en 2019 à 31,9 pour cent en 2021. Chez les hommes, elle est passée de 25,7 à 27,6 pour cent, élargissant l'écart entre les sexes de 1,8 à 4,3 points de pourcentage. Les femmes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire sont exposées à un risque plus élevé d'anémie. En 2019, 571 millions de femmes en âge de procréer (15-49 ans) étaient anémiques, soit près d'une sur trois.

Les inégalités font partie des causes profondes de l'insécurité alimentaire. Depuis 2015, l'écart entre les sexes en matière d'insécurité alimentaire modérée ou grave s'est creusé dans cinq régions sur sept. En Amérique latine et dans les Caraïbes, où les disparités sont les plus grandes, être pauvre, moins éduqué et avoir moins de capital social sont les principaux moteurs de l'insécurité alimentaire – toutes ces caractéristiques sont plus répandues chez les femmes. Les chocs économiques de la COVID-19 et les événements climatiques extrêmes, tels que les inondations et les sécheresses, ont davantage entravé la sécurité alimentaire dans la région. Ayant un accès moindre à la terre, à l'éducation, à l'information et aux ressources financières, les femmes sont les plus touchées par ces catastrophes.

Soixante pour cent des personnes sous-alimentées dans le monde vivent dans des zones touchées par des conflits. En 2021, 37,5 pour cent des ménages dirigés par une femme dans les zones touchées par la guerre étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, contre 20,5 pour cent des ménages dirigés par un homme. La guerre qui se poursuit en Ukraine aggrave l'insécurité alimentaire, limite les approvisionnements en blé, en engrais et en carburant et accentue l'inflation. Jusqu'à 36 pays dépendent de la Fédération de Russie et de l'Ukraine pour plus de la moitié des importations de blé, y compris des pays touchés par des conflits comme le Soudan, la République arabe syrienne et le Yémen. L'impact total de la guerre en cours est inconnu, mais la hausse des prix des denrées alimentaires risque d'exacerber la faim, notamment chez les femmes, les enfants et les autres populations vulnérables.

GRAPHIQUE 2

Proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, par sexe, 2015-2021 (pourcentage)



Source : base de données sur les indicateurs mondiaux des ODD, 2022.

Remarque : l'Océanie, à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, n'est pas incluse en raison de données insuffisantes.



28 INDICATEURS TOTAUX

6 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

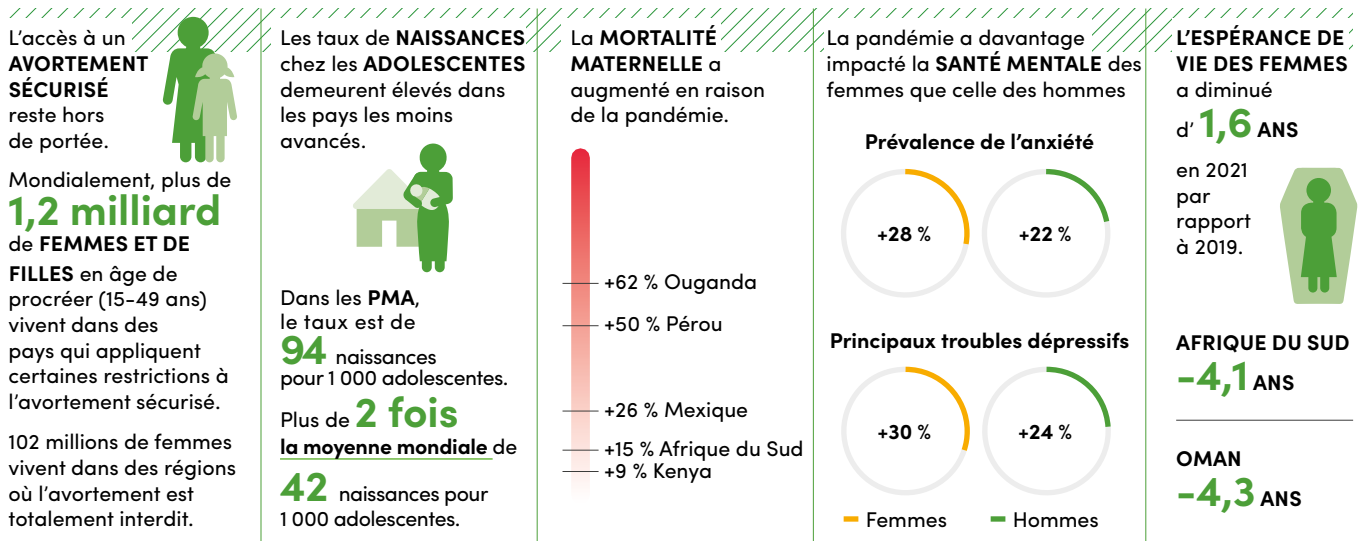
Des systèmes de santé dévastés ont laissé les femmes les plus pauvres sans soins et en mauvaise santé physique et mentale

La pandémie de COVID-19 a dévasté les systèmes de santé, perturbé les services de santé essentiels et les chaînes d’approvisionnement médical, et mis à rude épreuve les ressources financières et humaines. Ses effets directs et indirects sur la santé sexuelle et reproductive des femmes sont indéniables, en particulier parmi celles les moins susceptibles de recevoir des soins adéquats avant la pandémie. Des baisses considérables des soins de santé maternelle, y compris des services prénatals, se sont produites dans tous les pays. Dans les milieux à revenu élevé, cette diminution a généralement été compensée par l’utilisation croissante de la télésanté. Les femmes des milieux les plus pauvres avaient moins d’options, avec des répercussions considérables. Au Brésil, au plus fort de la pandémie, les municipalités ayant une incidence élevée de pauvreté et d’inégalité et des ressources sanitaires limitées enregistraient une mortalité maternelle plus élevée que les municipalités dotées d’une meilleure infrastructure sociale et sanitaire. Au Canada, alors que les femmes qui étaient enceintes pendant la pandémie étaient deux fois plus susceptibles de présenter des symptômes de dépression et d’anxiété, le taux était encore plus élevé chez celles issues de ménages à faible revenu.

La stagnation et, dans certains cas, l’augmentation des taux de natalité chez les adolescentes parmi les filles n’ayant pas ou peu suivi d’enseignement primaire et parmi les filles les plus pauvres sont apparentes dans certains pays en développement. Dans les zones rurales du Kenya, les adolescentes étaient deux fois plus susceptibles de tomber enceintes avant d’avoir terminé leurs études secondaires ou de déclarer que leur premier rapport sexuel n’était pas désiré par rapport à des filles similaires diplômées juste avant la pandémie. Les restrictions légales, y compris la criminalisation de l’avortement, continuent d’accroître les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées dans l’accès à des soins de santé sexuelle et reproductive sûrs. Aujourd’hui, plus de 1,2 milliard de femmes et de filles en âge de procréer (15-49 ans) vivent dans des pays et des régions où l’accès à l’avortement sécurisé est quelque peu restreint.

GRAPHIQUE 3

Des lacunes frappantes subsistent dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive ; la pandémie a amoindri les chances des femmes de mener une vie saine



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



12 INDICATEURS TOTAUX

8 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

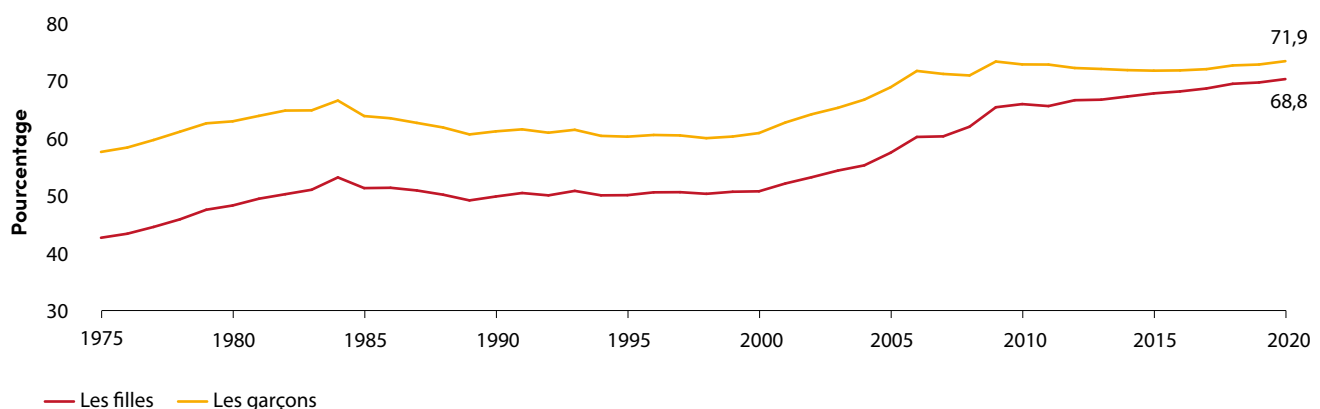
Pour les filles, la grossesse, la violence basée sur le genre et l'insécurité exacerbent les pertes d'apprentissage dues à la COVID-19

Plus de deux ans après le début de la pandémie, la plupart des écoles ont rouvert mais des impacts importants sur l'apprentissage subsistent, y compris parmi les groupes de filles marginalisées et vulnérables. Dans les régions rurales du Pakistan, les pertes d'apprentissage sont plus élevées chez les filles que chez les garçons dans toutes les matières et à tous les niveaux. Dans les États de Campeche et du Yucatán au Mexique, la proportion d'élèves âgés de 10 ans qui peuvent comprendre un texte simple peut diminuer de 25 points de pourcentage parmi celles et ceux dont le statut socio-économique est faible, contre 15 points de pourcentage pour celles et ceux issus de milieux socio-économiques élevés. Remédier à ces revers nécessite du temps et des ressources, mais moins de 3 pour cent des fonds de relance ont été alloués à l'éducation. Plus de la moitié des près de 130 millions de filles non scolarisées dans le monde (54 pour cent) vivent dans des pays touchés par des conflits. En Afghanistan, les filles ne sont plus autorisées à poursuivre leur scolarité au niveau secondaire. L'augmentation des grossesses chez les adolescentes pendant la COVID-19 menace l'éducation des filles. Une étude menée au Kenya, au Rwanda, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie a révélé que 56 pour cent des adolescentes issues de populations difficiles à atteindre qui avaient abandonné l'école au début de la pandémie étaient actuellement enceintes ou l'avaient récemment été. La pandémie a également exposé les filles à des risques accrus de violence basée sur le genre, de troubles de santé mentale et d'insécurité alimentaire et économique.

Les maladies et les décès liés à la COVID-19 parmi les aidants adultes ont également provoqué une baisse des résultats scolaires ; dans le monde, plus de 5 millions d'enfants avaient perdu un parent ou un aidant principal à cause de la COVID-19 en octobre 2021. Chez les adolescentes d'Afrique subsaharienne, ces pertes entraînent un risque accru de violence sexuelle, d'exploitation, d'infection par le VIH et un faible niveau d'instruction. L'éducation des filles a considérablement progressé dans cette région, mais même sans tenir compte des répercussions de la COVID-19, les projections montrent qu'il faudra encore au moins 54 ans pour atteindre l'achèvement universel du primaire.

GRAPHIQUE 4

Taux d'achèvement du primaire en Afrique subsaharienne, par sexe, 1975-2020 (pourcentage)



Source : Banque mondiale et Institut de statistique de l'Unesco, 2022.

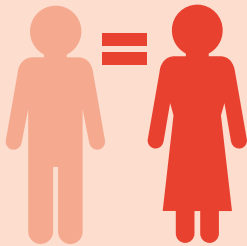
Remarque : le taux d'achèvement du primaire ou taux brut d'admission en dernière année du primaire est produit conjointement par la Banque mondiale et l'UNESCO. Pour toutes les autres régions, les taux d'achèvement du primaire pour les filles et les garçons en 2020 étaient de 85 pour cent ou plus.



La dynamique à l’horizon 2030 doit traduire les promesses en actions en faveur de l’égalité des sexes

Les dernières données disponibles sur l’ODD 5 montrent que le monde n’est pas sur la bonne voie pour atteindre l’égalité des sexes d’ici 2030. Malgré les progrès réalisés dans la réforme des législations, combler les lacunes dans les protections juridiques et supprimer les lois discriminatoires pourrait prendre jusqu’à 286 ans sur la base du taux de changement actuel. La COVID-19 et les réactions hostiles envers la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes réduisent davantage les perspectives d’égalité des sexes. La violence faite aux femmes reste élevée, les crises sanitaires, climatiques et humanitaires mondiales ont exacerbé les risques de violence, en particulier pour les femmes et les filles les plus vulnérables, et les femmes se sentent moins en sécurité qu’avant la pandémie. La représentation des femmes aux postes de pouvoir et de prise de décision reste inférieure à la parité. Presque à mi-chemin du point final de 2030 pour les ODD, le moment est venu d’agir et d’investir en faveur des femmes et des filles.

LE RYTHME DE LA RÉFORME DES DROITS JURIDIQUES DES FEMMES EST BEAUCOUP TROP LENT



Les dispositions constitutionnelles sur l’égalité des sexes, les lois interdisant la discrimination à l’égard des femmes et les lois imposant des quotas et garantissant l’égalité des droits à conférer la citoyenneté sont tous des éléments clés pour garantir aux femmes des droits et des protections juridiques égaux. Mais des écarts persistent dans de nombreux pays. Au rythme actuel des progrès, il faudra peut-être encore **286 ANS** pour que les femmes bénéficient de telles protections juridiques.



2043

Malgré les progrès réalisés dans les lois visant à combattre et à prévenir la violence faite aux femmes, au rythme actuel, il faudra au moins encore

21 ANS pour que ces lois soient en place partout.

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET AUX FILLES RESTE MONNAIE COURANTE

TOUTES LES 11 MINUTES, **UNE FEMME OU UNE FILLE** est tuée par un membre de sa famille.

À l’échelle mondiale, **PLUS D’UNE FEMME ET FILLE SUR 10** âgée de 15 à 49 ans a subi des violences sexuelles et/ou physiques de la part d’un partenaire intime au cours des douze derniers mois (12,5 %).

1 FEMME SUR 4

décrit que les conflits au sein du ménage sont devenus plus fréquents depuis le début de la pandémie.

En 2021, **PRÈS D’1 FEMME SUR 5** âgée de 20 à 24 ans était mariée avant d’avoir 18 ans (19,5 %, contre 25,8 % en 2001). Pour mettre fin au mariage des enfants d’ici 2030, les progrès doivent être **17 FOIS PLUS RAPIDES** qu’au cours de la dernière décennie.

En 2021,

1 FEMME ET FILLE
sur 4
ÂGÉE DE 15 À 49 ANS

en **Afrique subsaharienne (24,7 %)** avait subi des mutilations génitales féminines (MGF).

Mais les niveaux varient considérablement d'un pays à l'autre. La pratique est presque universelle à Djibouti, en Guinée et en Somalie alors qu'elle ne touche pas plus de 1 % des filles et des femmes au Cameroun et en Ouganda.

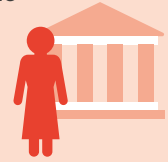


En juillet 2022, les femmes n'occupaient que

26,4 %

DES SIÈGES PARLEMENTAIRES

dans le monde ; dans 23 pays, la représentation était inférieure à 10 %. Au rythme actuel des progrès, la parité ne sera pas atteinte avant 2062.



Les femmes occupent plus d'un tiers des sièges dans les instances décisionnelles locales (34,3 %).

Atteindre la parité dans l'administration locale d'ici 2030 nécessite la mise en œuvre à grande échelle de quotas de genre bien conçus.

En 2020, les femmes détenaient moins d'1 poste de direction sur 3 (28,3 %). Seuls 47 des 151 pays et régions disposant de données ont atteint une représentation supérieure à 40 %. Au rythme où vont les choses, **la parité ne sera pas atteinte avant encore 140 ans.**

Les progrès ne sont pas assez rapides pour atteindre l'objectif de 2030 sur les MGF, mais des progrès importants ont été réalisés dans certains pays.

En 2021, **4 475** COMMUNAUTÉS se sont publiquement engagées à éliminer les MGF, soit une augmentation de 48 % par rapport à 2020.

En 2020, les fermetures d'écoles et de centres préscolaires ont nécessité 672 milliards d'heures supplémentaires de garde d'enfants non rémunérées dans le monde.



En supposant que la fracture entre les sexes dans le travail de soins reste la même qu'avant la pandémie, les femmes auraient endossé

512 milliards
DE CES HEURES.

Les données suggèrent toutefois que les femmes ont assumé une part encore plus importante du travail de soins non rémunéré.

Près de **60 % des pays et territoires** n'ont pris aucune mesure pour soutenir l'augmentation du travail de soins non rémunéré durant la pandémie.

SEULS 4 PAYS SUR 52 disposant de données pour 2019-2021 ont des cadres juridiques, y compris des lois coutumières, qui garantissent l'égalité des droits des femmes à la propriété et/ou au contrôle des terres.

Les femmes sont moins susceptibles que les hommes de posséder un téléphone portable dans 52 pays et régions sur 80 d'après les données pour 2017-2021.



En 2021,

26 % DES PAYS

disposent de systèmes complets pour le suivi des allocations budgétaires sensibles au genre. Cela démontre des progrès en matière de budgétisation sensible au genre, mais des lacunes subsistent.

59 % DES PAYS

possèdent certaines caractéristiques ;

15 % manquent d'éléments minimaux pour le suivi des budgets sensibles au genre.

Remarque : les projections pour les indicateurs 5.1.1 sont basées sur le taux de croissance annuel composé, ou TCAC, en utilisant l'année de référence 2018. Les calculs de projection n'incluent que les pays dont les données sont disponibles depuis l'année de référence. Les projections pour 5.5.1a, 5.5.2 et 5.3.1 sont basées sur des calculs similaires produits par l'UIP, l'UNICEF et ILOSTAT en 2022, respectivement. Comme pour tous les efforts visant à projeter l'avenir, il existe une part importante d'incertitude et de variabilité dans les estimations. Des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur le genre peuvent aider à réduire considérablement le niveau d'incertitude et à améliorer notre compréhension actuelle des tendances dominantes et des implications pour les résultats futurs.

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



11 INDICATEURS TOTAUX

0 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

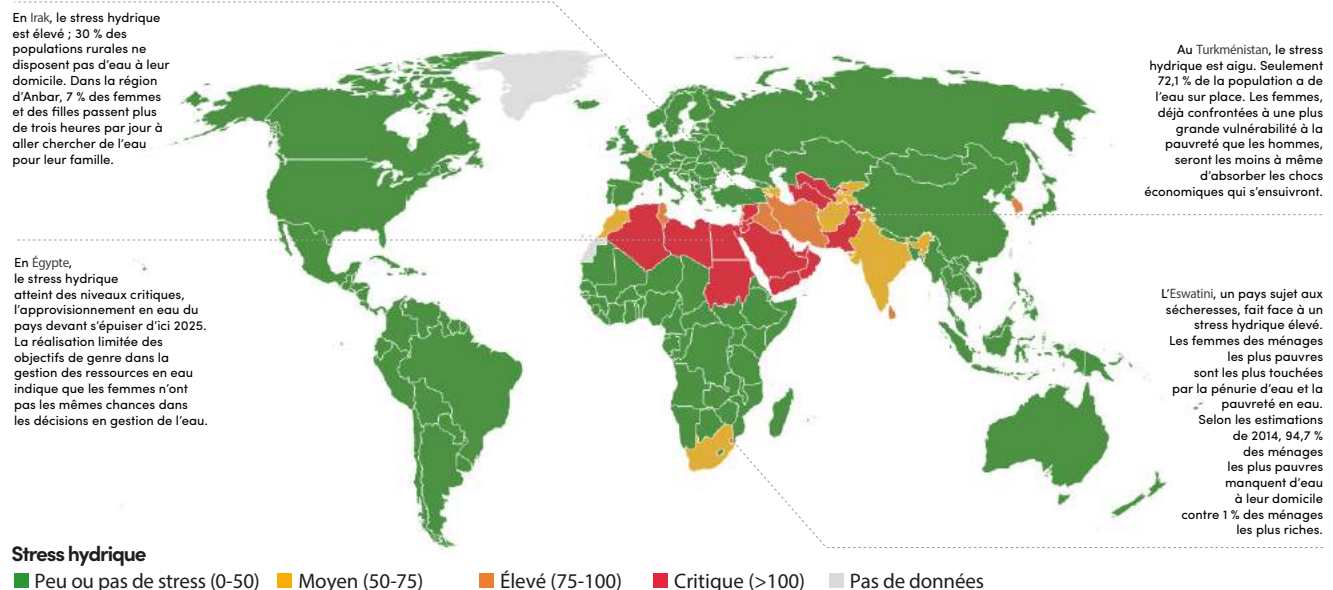
Le stress hydrique s'intensifie, préjudiciable au temps, à la santé et à la vie des femmes et des filles

La mauvaise gestion, la pollution et la surconsommation ont épuisé les réserves d'eau dans le monde entier, élevant le stress hydrique à des niveaux historiques. Plus de 733 millions de personnes vivent dans un contexte de stress hydrique élevé et critique, où la demande en eau potable et utilisable dépasse l'offre. Là où l'accès est sévèrement limité, les femmes et les filles doivent souvent parcourir de longues distances à pied pour rapporter de l'eau. En Irak, où le stress hydrique est élevé (79,5 pour cent) et où 30 pour cent de la population rurale ne dispose pas d'eau potable améliorée sur place, les femmes passent jusqu'à trois heures par jour à aller chercher de l'eau. En Inde, dans un quart des ménages ruraux sans eau sur place, les femmes et les filles consacrent plus de 50 minutes par jour à la collecte de l'eau. En comparaison, ce chiffre était de quatre minutes par jour pour les hommes.

L'eau inabordable et inaccessible a des implications spécifiques pour la santé des femmes en raison des besoins accrus en eau et en hygiène pendant les menstruations, la grossesse et la récupération post-partum. Le besoin fondamental moyen en eau d'une femme qui allaite est de 5,3 litres par jour. Au moins 20 litres par jour et par personne sont nécessaires pour d'autres besoins fondamentaux tels que le lavage des mains, le lavage du visage, la cuisine et l'hygiène alimentaire. Mais celles et ceux qui vivent loin d'une source d'eau se contentent de beaucoup moins. En revanche, en Europe, la consommation moyenne d'eau s'élève à 144 litres par personne et par jour. Chaque année, plus de 800 000 femmes meurent en raison du manque d'eau potable, d'installations sanitaires et d'hygiène. L'aggravation de la maladie est apparente chez les 44 millions de femmes enceintes atteintes d'ankylostomiase liée à l'assainissement, qui provoque une anémie maternelle et des naissances prématurées. Pour les jeunes filles, le stress hydrique peut avoir de sérieuses répercussions sur l'éducation. Dans les régions rurales du Népal, une augmentation d'une heure du temps passé à la collecte d'eau diminue la probabilité des filles de terminer l'enseignement primaire d'environ 17 points de pourcentage.

GRAPHIQUE 5

Niveaux de stress hydrique basés sur le prélèvement d'eau douce en tant que part des ressources totales renouvelables en eau douce, 2019 (pourcentage)



Source : base de données mondiale sur les indicateurs des ODD, 2022 ; Enquêtes en grappes à indicateurs multiples et Enquêtes démographiques de santé, différentes années.



6 INDICATEURS TOTAUX

0 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

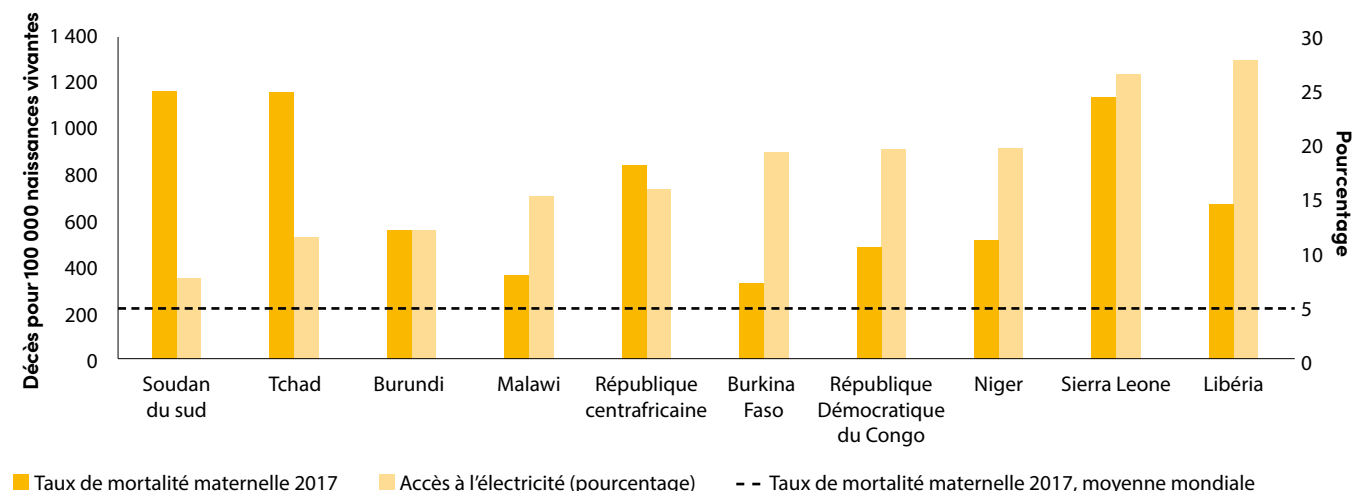
Une énergie abordable et propre, essentielle aux soins vitaux et à la productivité, reste hors de portée pour des millions de femmes et de filles en Asie et en Afrique subsaharienne

En 2020, 733 millions de personnes dans le monde n'avaient pas accès à l'électricité. L'on estime que 2,4 milliards de personnes ont dû cuisiner avec des combustibles inefficaces et polluants. La plupart des femmes et des filles sans énergie propre et abordable vivent en Afrique subsaharienne, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est ; plus de la moitié se trouvent dans des pays fragiles ou touchés par des conflits. L'électrification peut réduire le temps que les femmes consacrent au travail domestique non rémunéré et renforcer la capacité de prise de décision, l'autonomie financière, la liberté reproductive et la participation sociale des femmes, souvent en raison d'une participation accrue au marché du travail. Les technologies de cuisson propres réduisent la consommation de bois de chauffage, la collecte du combustible et les temps de cuisson, les maladies pulmonaires obstructives chroniques et les niveaux de monoxyde de carbone. Il a été démontré que les ménages et les combustibles les plus efficaces et les moins polluants peuvent réduire les émissions de carbone noir (suie) de 50 à 90 pour cent.

L'électricité est essentielle aux soins de santé d'urgence, y compris à une réponse efficace face à la COVID-19. Pourtant, en Afrique subsaharienne, seuls 28 pour cent des cliniques et des hôpitaux disposent d'une électricité fiable. Au Soudan du Sud, où le taux de mortalité maternelle est de 1 150 pour 100 000 naissances vivantes, les femmes accouchent souvent à la lueur des bougies car les générateurs ont une capacité limitée et les coupures de courant sont fréquentes. L'utilisation productive du temps pour le travail et l'éducation dépend également de l'électricité. Les preuves recueillies au Brésil sont cohérentes et convaincantes : les filles des zones rurales ayant accès à l'électricité sont 1,5 fois plus susceptibles de terminer l'enseignement primaire à 18 ans que celles qui n'y ont pas accès. Pour les travailleuses rurales rémunérées/salariées au Brésil, l'accès à l'électricité est en corrélation avec une augmentation de 59 pour cent du salaire.

GRAPHIQUE 6

Taux de mortalité maternelle dans les 10 pays ayant le plus faible accès à l'électricité (décès pour 100 000 naissances vivantes et pourcentage)



Source : calculs d'ONU Femmes basés sur la base de données mondiale sur les indicateurs des ODD, 2022 ; base de données mondiale de la Banque mondiale sur l'électrification 2020.

Remarque : les dernières données sur les taux de mortalité maternelle ont été collectées en 2017. Les dernières données sur l'accès à l'électricité ont été collectées en 2020.



16 INDICATEURS TOTAUX

6 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

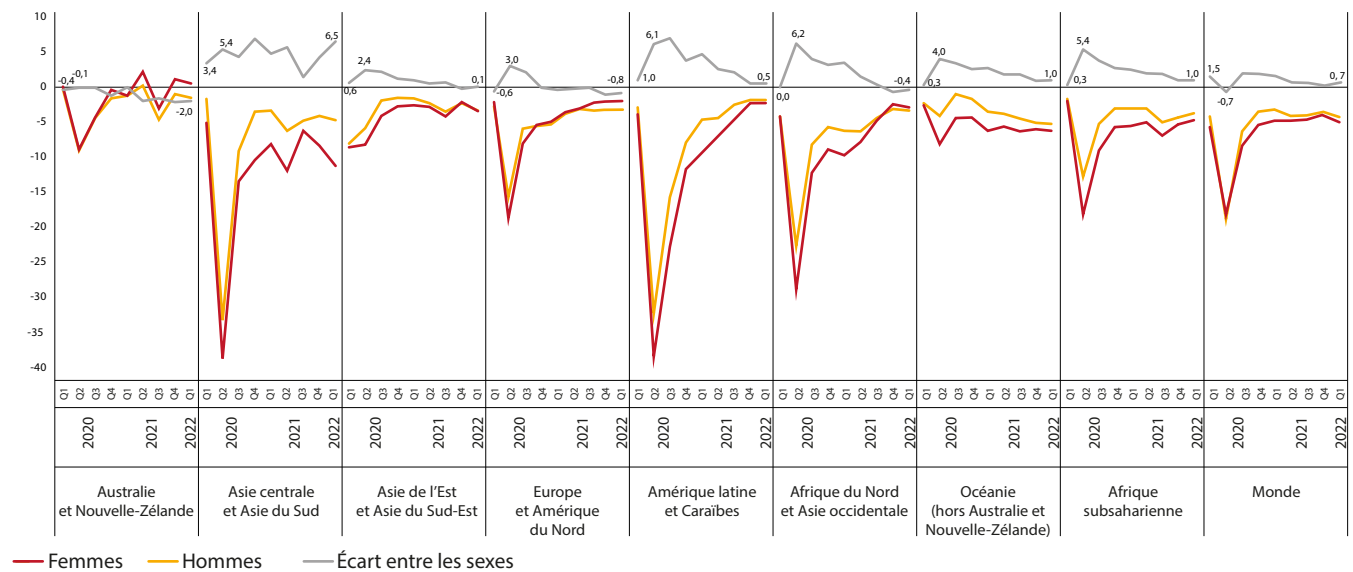
Moins d’heures de travail, des salaires inférieurs et le fardeau injuste des soins non rémunérés freinent les perspectives des femmes sur les marchés du travail

L’emploi mondial des femmes et des hommes dépassera probablement les niveaux d’avant la pandémie en 2022, mais la relance du marché du travail reste faible et inégale. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée, ne représentant que 21 pour cent des gains d’emploi prévus au cours de la période 2019–2022, alors qu’elles représentaient 39,4 pour cent de l’emploi total en 2019. La participation des femmes au marché du travail en 2022 devrait rester inférieure aux niveaux d’avant la pandémie dans 169 pays et régions (50,8 pour cent, contre 51,8 pour cent en 2019) ; l’écart entre les sexes devrait se creuser dans 114 pays et régions par rapport à 2019. L’écart entre les sexes en matière d’heures travaillées dans l’emploi, déjà important avant la pandémie, s’est élargi à l’échelle mondiale, menaçant d’accroître les écarts de rémunération généralisés entre les sexes. Ce n’est qu’en Europe et en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Nord et en Asie de l’Ouest que les femmes ont connu une reprise plus rapide que les hommes.

La surreprésentation des femmes dans les secteurs fortement touchés par la pandémie et dans l’emploi informel explique leur plus grande vulnérabilité. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de travailler dans l’économie informelle où le travailleur moyen ne gagnait que 64 pour cent des revenus d’avant la pandémie à la mi-2021. La répartition inégale du travail de soins non rémunéré et l’accès limité aux prestations de maternité, à la garde d’enfants et au congé parental accentuent les disparités. De plus, les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans s’en sortent nettement moins bien que celles âgées de 25 ans et plus. Cinq millions de jeunes femmes de moins seront employées en 2022 par rapport à 2019. Environ une jeune femme sur quatre âgée de 15 à 24 ans ne travaillait pas, n’étudiait pas ou ne suivait pas de formation dans 8 des 46 pays disposant de données pour le dernier trimestre de 2021.

GRAPHIQUE 7

Heures de travail perdues en raison de la crise de COVID-19 par rapport au 4^e trimestre 2019, par sexe et par région (pourcentage)



Source : ILOSTAT, 2022

9 INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE12 INDICATEURS
TOTAUX0 INDICATEURS
SPÉCIFIQUES AU GENRE

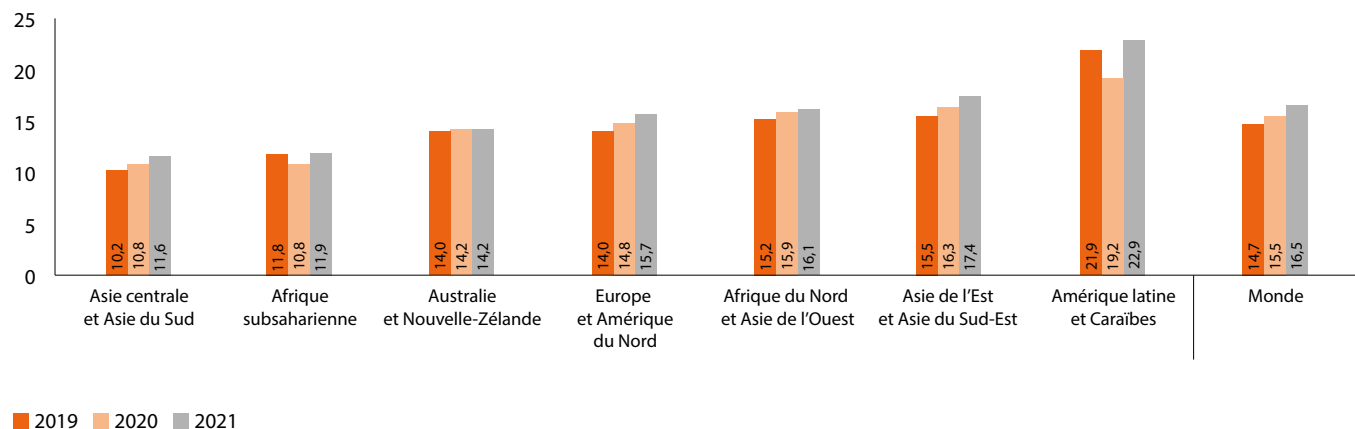
Les normes discriminatoires et la violence empêchent les femmes d'entrer pleinement dans le monde numérique

Un écart important entre les sexes persiste dans les technologies et l'innovation, malgré de récentes améliorations. Les femmes et les filles sont sous-représentées dans les industries, les universités et le secteur technologique au sens large. À l'échelle mondiale, les femmes n'occupent que 2 emplois sur 10 dans les sciences, l'ingénierie, les technologies de l'information et de la communication (TIC). Dans les 20 plus grandes entreprises technologiques mondiales, les femmes représentent 33 pour cent de la main-d'œuvre en 2022, mais occupent seulement un poste de direction sur quatre. Les inventrices ne représentent que 16,5 pour cent des inventeurs inscrits sur les demandes internationales de brevet dans le monde. L'intégration des femmes et d'autres groupes marginalisés dans la technologie se traduit par des solutions plus créatives et offre un plus grand potentiel d'innovations qui répondent aux besoins des femmes et promeuvent l'égalité des sexes. En revanche, l'exclusion des femmes du monde numérique a réduit de 1 000 milliards de dollars US le produit intérieur brut des pays à revenu faible et intermédiaire au cours de la dernière décennie. Sans action, cette perte atteindra 1,5 milliard de dollars US d'ici 2025.

Internet, tout en offrant des opportunités et des informations importantes, peut exposer les femmes et les filles au harcèlement et aux abus en ligne. Des enquêtes menées en Colombie, au Ghana et en Ouganda ont révélé que les femmes se déclaraient plus souvent préoccupées par la confidentialité des données personnelles que les hommes. Une étude portant sur 51 pays a dévoilé que 38 pour cent des femmes ont personnellement été victimes de violences en ligne. Seulement 1 sur 4 l'a signalé aux autorités compétentes et près de 9 sur 10 ont choisi de limiter leur activité en ligne, augmentant ainsi la fracture numérique entre les sexes. La violence faite aux femmes en ligne et facilitée par les TIC s'est intensifiée pendant la pandémie, les femmes passant plus de temps en ligne.

GRAPHIQUE 8

Proportion d'inventrices, par région, 2019-2021 (pourcentage)



Source : base de données statistiques de l'OMPI, 2022.

Remarque : l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) n'est pas incluse en raison de données insuffisantes.



14 INDICATEURS
TOTAUX

1 INDICATEURS
SPÉCIFIQUES AU GENRE

La population mondiale de femmes et de filles déplacées de force a atteint des niveaux record

La discrimination structurelle et systémique à l'égard des femmes et des filles persiste dans le monde entier. Alors que les inégalités de revenus se sont réduites dans certains pays avant la pandémie, cette tendance s'est maintenant inversée. Les groupes vulnérables de femmes et de filles, y compris les migrantes, les réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), portent le poids des maux sociaux qui affligent le monde d'aujourd'hui, notamment les changements climatiques, la guerre, les conflits et les violations des droits humains. À la fin de 2021, quelque 44 millions de femmes et de filles ont été contraintes de fuir leur foyer, un chiffre englobant les réfugiées, les demandeuses d'asile et les personnes déplacées par le conflit et la violence dans leur pays. Parmi ces différents groupes, l'on estime que 12,4 millions, dont un tiers en provenance d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest, sont des réfugiées.

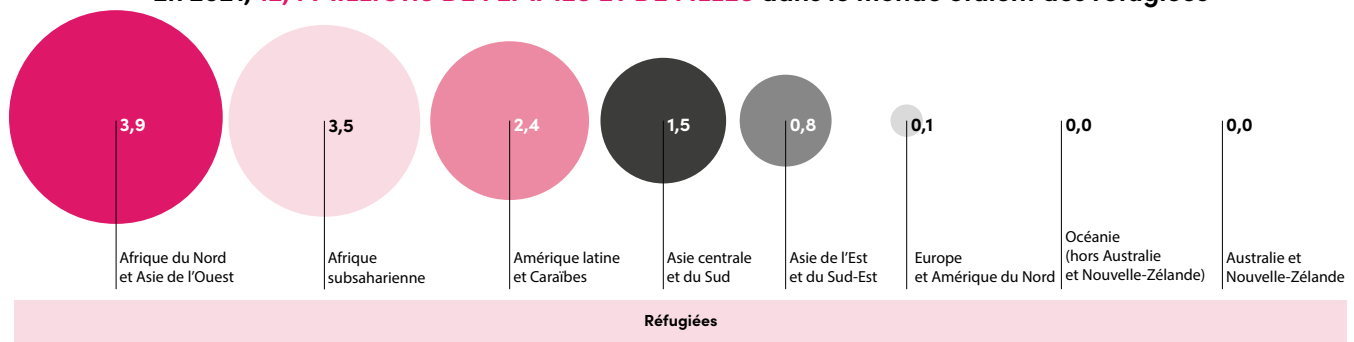
Les femmes et les filles représentent en moyenne plus de la moitié de tous les déplacés internes dans le monde, mais cette part varie. En République centrafricaine, 6 personnes déplacées internes sur 10 sont des femmes. Les femmes représentent une plus grande part au Honduras, au Mali et au Niger. Le nombre de femmes et de filles contraintes de fuir leur foyer devrait augmenter à mesure que de nouvelles données sur les conflits récents en Europe et en Afrique subsaharienne seront disponibles. Au 23 août 2022, l'Europe comptait 6,8 millions de réfugiés ukrainiens ; plus de 8 sur 10 sont des femmes et des filles.

Pour les femmes, le déplacement se traduit souvent par la perte de biens, d'actifs et de moyens de subsistance, et par une détérioration de la santé et de l'accès aux soins de santé. Elles sont exposées à des risques élevés de violence, de traite et d'abus sexuels. Dans 15 pays d'Afrique subsaharienne, des entretiens avec des femmes réfugiées et déplacées ont révélé une prévalence accrue de violence domestique et sexuelle pendant la COVID-19 (73 pour cent et 51 pour cent, respectivement pour la violence domestique et sexuelle) ; 32 pour cent de ces femmes ont indiqué un risque de mariages précoces et forcés. En Colombie, les femmes et les filles déplacées âgées de 13 à 49 ans ont signalé 40 pour cent de grossesses non désirées de plus que les femmes et les filles qui n'ont pas été déplacées.

GRAPHIQUE 9

Réfugiées, par région, 2021 (millions)

En 2021, 12,4 MILLIONS DE FEMMES ET DE FILLES dans le monde étaient des réfugiées



Source : UNHCR Global Tendances: Forced Displacement in 2021, 2022 ; UN World Population Prospects 2022.

Remarque : la population de réfugiées est basée sur le pays d'origine. Les chiffres peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.



15 INDICATEURS
TOTAUX

3 INDICATEURS
SPÉCIFIQUES AU GENRE

La moitié des femmes ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans les zones urbaines, et des éléments montrent que la violence et le harcèlement se sont intensifiés pendant la pandémie

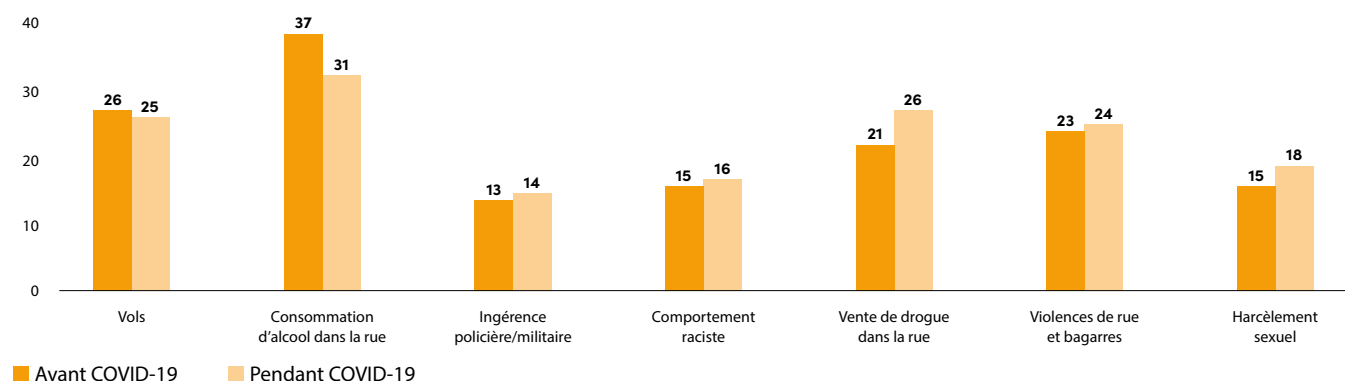
En 2020, la majorité des femmes et des filles du monde vivaient dans des zones urbaines (56,2 pour cent), une proportion qui devrait passer à 60,4 pour cent d'ici 2030 et à 68,4 pour cent d'ici 2050. Les zones urbaines offrent généralement des ressources et des opportunités abondantes, mais sont également des sites d'énormes inégalités. Pour les femmes et les filles pauvres, y compris dans les bidonvilles et les taudis, les logements adéquats, l'eau et l'assainissement sont rares, l'accès à des soins de santé décentes est insuffisant, les transports sont inégaux et les opportunités d'emploi décentes sont rares. Ces facteurs de stress limitent l'atteinte par les femmes de l'ensemble de leurs droits économiques et sociaux.

Les milieux urbains peuvent être dangereux en raison d'infrastructures mal planifiées, d'un manque d'éclairage dans les parcs et les ruelles, et d'espaces mal entretenus et mal éclairés tels que les toilettes publiques et les parkings, exposant les femmes et les filles à la violence sexuelle et à d'autres formes de violence. À Quito, en Équateur, 68 pour cent des femmes ont indiqué avoir été victimes de harcèlement sexuel dans un espace public. À Ho Chi Minh, au Viet Nam, 41 pour cent des femmes et 39 pour cent des hommes ont déclaré avoir été témoins de harcèlement sexuel dans des lieux publics. Une enquête en ligne des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexes (LGBTQI) dans l'Union européenne, a constaté que la moitié évitait certains lieux publics par peur d'être victime d'agression, de menaces ou de harcèlement.

Pendant la pandémie, les espaces urbains sont devenus encore plus hostiles pour les femmes et les filles. Dans une enquête menée dans 55 pays, 18 pour cent des femmes ont déclaré que le harcèlement sexuel était assez fréquent ou très fréquent dans leur communauté, contre 15 pour cent avant la pandémie. Parmi les autres menaces fréquemment signalées figurent les comportements racistes et la violence de rue (16 pour cent et 24 pour cent, respectivement). Des informations provenant des évaluations rapides sensibles au genre d'ONU Femmes dans 13 pays ont révélé que 49 pour cent des femmes urbaines vivant dans 13 pays ont déclaré se sentir moins en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit depuis le début de la COVID-19. Au Cameroun, une femme urbaine sur trois ne se sent pas en sécurité lorsqu'elle marche seule pendant la journée depuis le début de la pandémie (32 pour cent).

GRAPHIQUE 10

Proportion de femmes dans des zones urbaines qui estiment que les problèmes suivants surviennent fréquemment dans leur quartier, échantillon regroupé, 2017-2022 (pourcentage)



Source : Enquête mondiale sur les valeurs, 2017-2022



45 INDICATEURS TOTAUX | **1** INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

La sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et le bien-être des femmes et des filles dépendent de l'action climatique et d'une planète en bonne santé

Les changements climatiques continuent d'avoir des effets visibles partout, les phénomènes météorologiques extrêmes devenant de plus en plus fréquents et intenses. En 2022, des vagues de chaleur record se sont produites en Europe, dans certaines parties de la Chine et aux États-Unis d'Amérique. Les sécheresses qui ont suivi quatre saisons consécutives sans précipitations ont exposé 18,4 millions de personnes à des risques de famine dans certaines parties de l'Éthiopie, du Kenya et de la Somalie. Dans le nord-est du Bangladesh, des crues soudaines ont gravement touché quelque 7,2 millions de personnes. Les femmes, en particulier celles des communautés pauvres et marginalisées, sont touchées de manière disproportionnée par les changements climatiques et la destruction des ressources naturelles de la Terre, y compris ses océans et ses forêts. Leur vulnérabilité découle de leur accès et de leur contrôle limités à la terre et aux biens environnementaux, de leur exclusion de la prise de décision et de leur probabilité plus élevée de vivre dans la pauvreté.

Les femmes jouent un rôle transformateur dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques malgré de nombreux obstacles. À Yap, dans les États fédérés de Micronésie, des femmes plantent des palmiers dans des parcelles de taro inondées pour fournir du matériel de tissage et de construction de maisons et pour se protéger des inondations côtières. Elles gèrent une pépinière de plantes autochtones qui génère des graines pour la nourriture et la médecine et aident à replanter les zones endommagées par les inondations. À Antigua-et-Barbuda, la Dr Ayana Elizabeth Johnson, en collaboration avec le Conseil de Barbuda et ses partenaires, a dirigé l'élaboration du premier plan de zonage océanique communautaire dans les Caraïbes. Le plan équilibre les utilisations économiques, de conservation et culturelles, et soutient l'utilisation durable, rentable et agréable des ressources océaniques pour les générations actuelles et futures. Le principe de cette initiative et d'autres initiatives similaires est simple : la conservation et la justice sociale doivent aller de pair. Il faut associer les femmes aux solutions qui affectent leur environnement, leurs moyens de subsistance et leur mode de vie.

GRAPHIQUE 11

Les catastrophes climatiques et d'origine humaine détruisent la planète et affectent la vie des femmes et des filles

En moyenne, une catastrophe entraînant

115

MORTS ET DES PERTES DE 202 MILLIONS DE DOLLARS US

a été enregistrée quotidiennement entre 1970 et 2019.

LES FEMMES, en particulier celles des communautés pauvres et marginalisées, sont touchées de manière disproportionnée.



BANGLADESH

Les catastrophes récurrentes, telles que les inondations, limitent la fourniture de services de santé reproductive dans les zones rurales et reculées.



BOTSWANA

Une étude a révélé que

56 %
DES FILLES

ont déclaré parcourir de plus longues distances que d'habitude pour aller chercher de l'eau.



SOMALIE



Lorsque les familles ont migré des zones rurales vers les zones urbaines en 2018-2019 à la suite d'inondations, de sécheresses et de conflits, les taux de scolarisation des filles ont chuté de **45 % à seulement 29 %**. En revanche, la scolarisation des garçons suite au déplacement est passée de **29 % à 41 %**.



24 INDICATEURS
TOTAUX

6 INDICATEURS
SPÉCIFIQUES AU GENRE

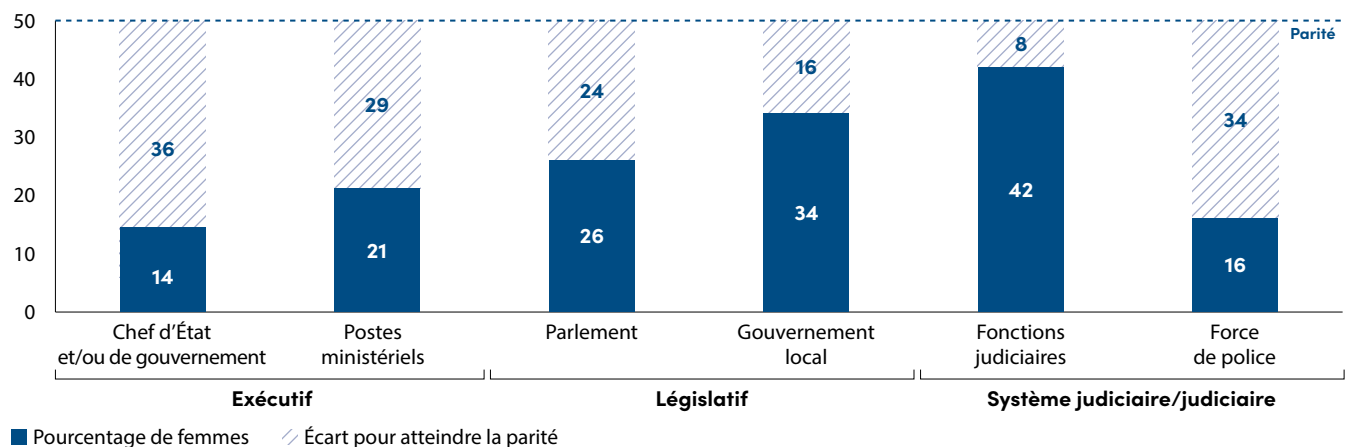
Dans tous les lieux où les décisions sont prises, la parité des sexes est loin d'être atteinte

Pour protéger les droits humains, faire respecter l'État de droit et offrir réparation aux victimes d'abus et d'injustice, toutes les institutions publiques doivent représenter les femmes et les filles et leur répondre. La représentation égale est un objectif et un conduit pour des sociétés plus justes et pacifiques, mais n'a pas encore été atteinte. Mondialement, les femmes représentent 46 pour cent de la main-d'œuvre du secteur public, mais restent chroniquement sous-représentées dans les postes de direction et dans certaines professions. En 2017, elles occupaient 42 pour cent des postes judiciaires, mais seulement 16 pour cent des postes de police. La représentation des femmes dans l'administration publique dans les pays fragiles et touchés par des conflits équivaut à la moitié de la moyenne mondiale. De même, les institutions politiques sont loin d'atteindre la parité entre les sexes, en particulier aux plus hauts niveaux du pouvoir exécutif et législatif. Au 29 juillet 2022, seuls 27 pays (14 pour cent) avaient une femme chef d'État et/ou de gouvernement ; en 2021, les femmes occupaient 21,9 pour cent des postes ministériels. Selon les dernières données disponibles, les femmes ne représentent que 26,4 pour cent des parlementaires dans le monde et 34,3 pour cent des représentants des gouvernements locaux.

Les pays ont pris des mesures extraordinaires pour répondre à la pandémie, mais les dépenses militaires ont néanmoins continué à dépasser celles de santé. Les dépenses militaires mondiales en 2021 ont atteint 2,1 milliards de dollars US et sont vraisemblablement plus élevées en 2022. En 2022, plus de 511 millions de femmes et de filles vivent dans des pays fragiles et touchés par des conflits, soit presque le double qu'en 2019. Les femmes artisanes de la paix, les défenseuses des droits humains et les activistes politiques dans ces contextes sont confrontées à la violence et au harcèlement sexuels, souvent en vue de les intimider et de les exclure de la vie publique. Les défenseuses des droits humains travaillant sur les droits fonciers, environnementaux et autochtones, les droits LGBTQI et les droits des femmes sont confrontées aux plus grandes menaces. En 2021, les femmes prestataires de services ont signalé des menaces et des attaques entraînant la fermeture de services essentiels, tels que les soins d'urgence après un viol.

GRAPHIQUE 12

Participation des femmes à certains postes de direction et professions du secteur public (pourcentage)



Source : Union interparlementaire et Femmes en politique d'ONU Femmes : 2021, 2021 ; Division de la statistique des Nations Unies, *Rapport sur les Objectifs de développement durable 2022*, Annexe statistique, 2022 ; ONUDC, 2018.

Remarque : les données sur les forces de police sont basées sur une moyenne simple de 73 pays. La couverture pour l'Afrique subsaharienne, l'Asie centrale et du Sud, et l'Asie de l'Est et du Sud-Est est limitée.



24 INDICATEURS TOTAUX

0 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

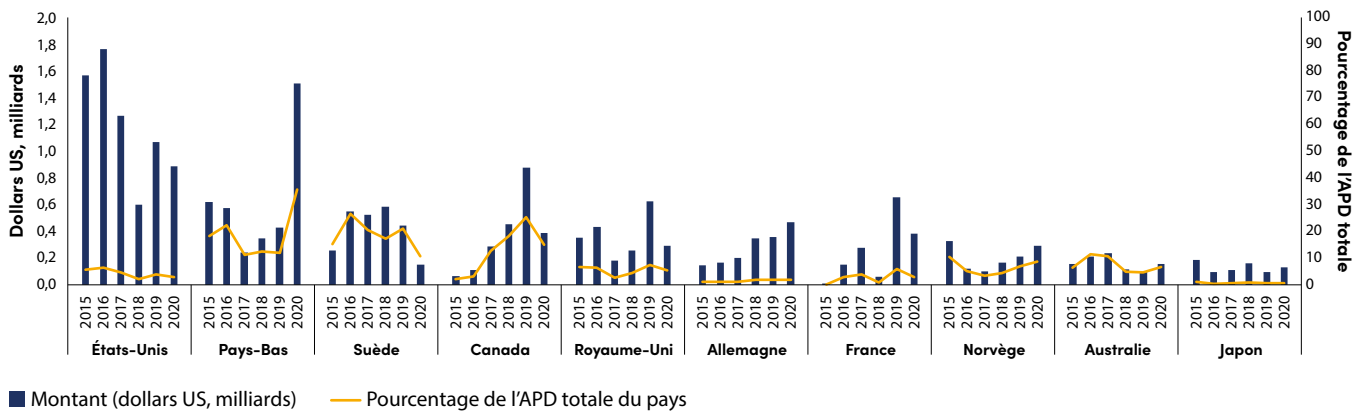
Un financement inadéquat et imprévisible des priorités en matière d'égalité des sexes compromet les perspectives d'un réel changement

La pandémie a entraîné pour les femmes du monde entier une perte de revenus d'au moins 800 milliards de dollars US en 2020. Malgré un rebond depuis lors, leur participation au marché du travail devrait être plus faible en 2022 qu'avant la pandémie. Avec des taux de pauvreté plus élevés, la flambée des prix des denrées alimentaires et des produits de base, une urgence climatique qui s'accélère et la restriction des droits sexuels et reproductifs, les femmes et les filles sont confrontées à des menaces sans précédent. Une coopération internationale renforcée, notamment pour financer l'égalité des sexes, est impérative afin de lutter contre les crises mondiales multiples et interdépendantes qui mettent des vies et le bien-être en danger. Le financement reste toutefois erratique et insuffisant, compte tenu de l'ampleur des défis auxquels les femmes et les filles sont confrontées.

En 2021, l'aide publique au développement (APD) s'élevait à 178,9 milliards de dollars US en équivalent-subventions (prix courants), soit 0,33 pour cent du revenu national brut combiné des pays donateurs. Bien que cette part ait augmenté depuis 2020, elle est bien en deçà de l'objectif mondial de 0,7 pour cent. 4,6 pour cent seulement de l'APD bilatérale ventilable est consacrée à des programmes dédiés à l'égalité des sexes en 2020. 41,5 pour cent a bénéficié à des programmes où l'égalité des sexes était un objectif de développement secondaire. Alors que le financement global de l'égalité des sexes reste stable, les contributions des pays individuels fluctuent, parfois de façon spectaculaire. Par exemple, le Canada a versé 875 millions de dollars US ou 25 pour cent de son APD bilatérale ventilable à des initiatives accordant la priorité à l'égalité des sexes en 2019, pour chuter à 388 millions de dollars US ou 15 pour cent en 2020. Pour le Soudan du Sud, cela a entraîné un manque à gagner annuel de 77 millions de dollars US dans les programmes d'égalité des sexes. Ces fluctuations de financement ont un impact sur la planification stratégique et réduisent la probabilité de parvenir à un changement durable et transformateur pour les femmes et les filles.

GRAPHIQUE 13

APD bilatérale pour les programmes dont l'objectif principal est l'égalité des sexes, les 10 principaux donateurs du CAD (milliards d'engagements actuels en dollars US et pourcentage)



Source : système de notification des pays créanciers du Comité d'aide au développement de l'OCDE, 2022.

Remarque : seuls les pays donateurs individuels sont indiqués. En 2020, les 10 principaux donateurs du Comité d'aide au développement (CAD), à l'exclusion de l'Union européenne, représentaient près de 80 pour cent de l'APD bilatérale totale, où l'égalité des sexes constituait l'objectif principal.

TRACKER DE L'ODD 5: TRACER LA VOIE À SUIVRE

Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'ODD 5 d'ici 2030 ; les données reçues montrent des signes inquiétants, soulignant l'impératif d'une action audacieuse et d'un financement ambitieux

Le tracker de l'ODD 5 évalue les progrès sur les 9 cibles et 18 indicateurs et sous-indicateurs de l'ODD 5. Deux mesures de progrès sont incluses : une évaluation du niveau, qui mesure le niveau actuel de réalisation d'un objectif/indicateur donné, et une évaluation des tendances, qui mesure le rythme de progression depuis une année de référence jusqu'au niveau actuel. Malgré quelques améliorations, les

lacunes dans les données restent un défi constant, rendant les femmes et les filles réellement invisibles. Seulement 47 pour cent des données nécessaires pour suivre les progrès de l'ODD 5 sont actuellement disponibles. En conséquence, l'évaluation du niveau à l'échelle mondiale n'est disponible que pour 13 des 18 indicateurs et l'évaluation globale des tendances pour seulement 4 indicateurs.

TABLEAU 1

Niveau d'évaluation de l'ODD 5, par région

Cibles et indicateurs	Monde	Afrique subsaharienne	Afrique du Nord et Asie de l'Ouest
Cible 5.1			
5.1.1 Cadres juridiques généraux et vie publique	Niveau Modéré	Modéré	Très loin
Violence contre les femmes	Niveau Modéré	Modéré	Loin
Emploi et bénéficiaires économiques	Niveau Modéré	Modéré	Loin
Mariage et famille	Niveau Modéré	Modéré	Loin
Cible 5.2			
5.2.1 Femmes et filles victimes de violences de la part d'un partenaire intime	Niveau Modéré	Loin	
5.2.2 Violence sexuelle contre les femmes et les filles	Niveau		
Cible 5.3			
5.3.1 Mariage d'enfants chez les femmes et les filles	Niveau Modéré	Loin	

■ Cible atteinte ou presque atteinte ■ Proche de la cible ■ Distance modérée à la cible

À l'approche du point médian du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'égalité des sexes d'ici 2030. Sur la base des données disponibles, 28 pour cent des indicateurs et sous-indicateurs de l'ODD 5 sont très éloignés ou éloignés de la cible ; environ un sur trois se trouve à une distance modérée de la cible, un quart est proche de la cible et seulement 12 pour cent ont atteint ou presque atteint l'objectif. Les récents reculs en cours, en particulier chez les femmes et les filles vivant dans des pays fragiles ou touchés par des conflits, et les réactions hostiles envers les droits sexuels et reproductifs des femmes détériorent les perspectives d'égalité des sexes. Le suivi de l'ODD 5 de cette année révèle une régression inquiétante

de l'autonomisation économique des femmes, deux régions connaissant une baisse de la proportion de femmes occupant des postes de direction.

À l'avenir, les progrès sur l'ODD 5 resteront hors de portée à moins que les obstacles structurels à long terme à l'égalité des sexes, y compris les normes, lois et pratiques discriminatoires, ne soient traités et démantelés. Les défis mondiaux, tels que la pandémie de COVID-19 et ses répercussions, les conflits violents et les changements climatiques exacerbent davantage les disparités entre les sexes. La coopération mondiale et les investissements dans le programme d'égalité des sexes, y compris par le biais d'un financement national accru, sont essentiels pour redresser la barre et remettre l'ODD 5 sur la bonne voie.

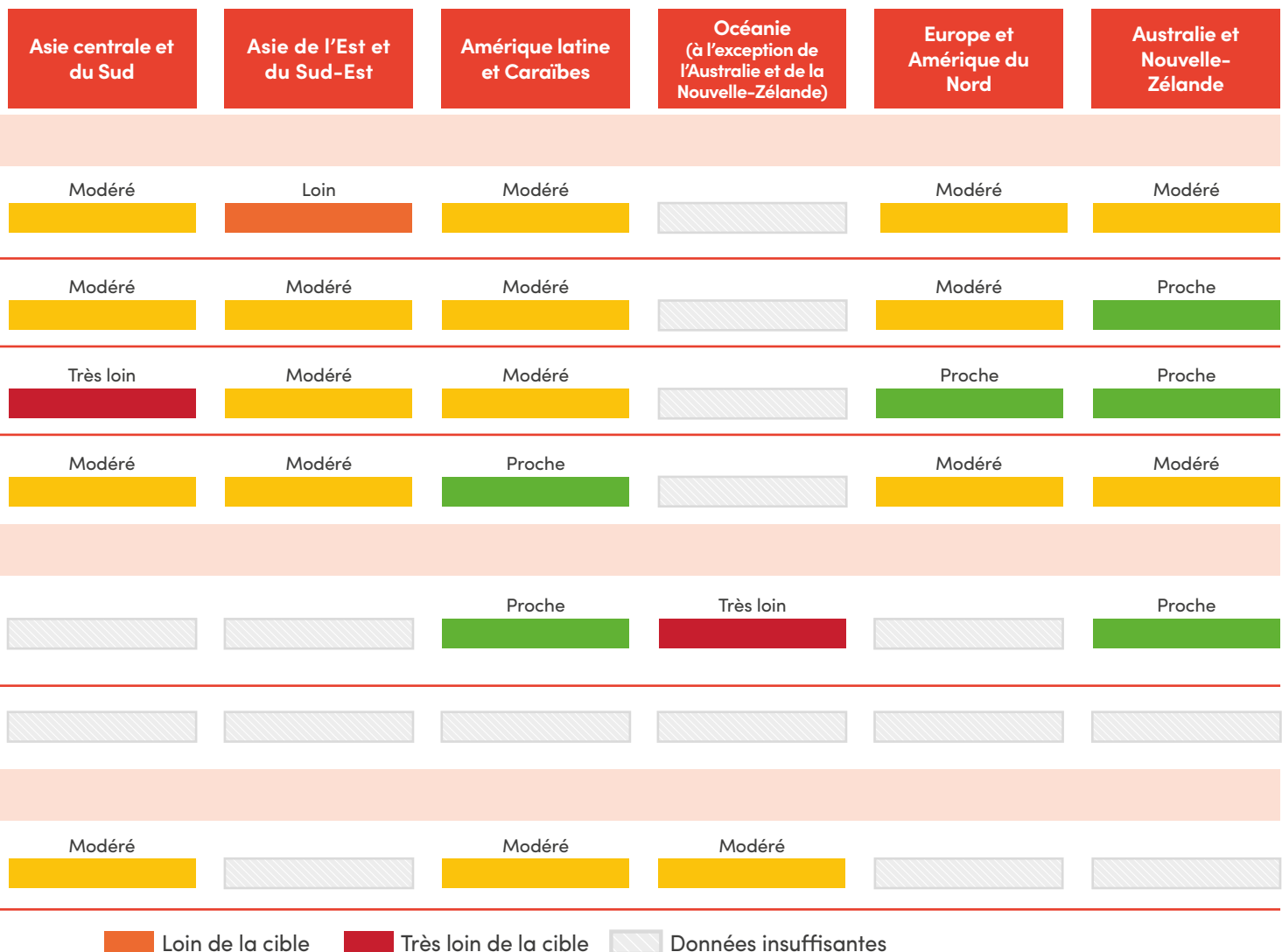


TABLEAU 1 : NIVEAU D'ÉVALUATION DE L'ODD 5, PAR RÉGION

Cibles et indicateurs	Monde	Afrique subsaharienne	Afrique du Nord et Asie de l'Ouest
5.3.2 Mutilations génitales féminines/excision	Niveau	Modéré	Très loin
Cible 5.4			
5.4.1 Proportion du travail domestique et de soins non rémunérés, par sexe	Niveau Loin		Très loin
Cible 5.5			
5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans (a) les parlements nationaux	Niveau Modéré	Modéré	Loin
5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans (b) les administrations locales	Niveau Proche	Modéré	Loin
5.5.2 Femmes occupant des postes de direction	Niveau Modéré	Modéré	Loin
Cible 5.6			
5.6.1 Proportion de femmes et de filles qui prennent des décisions éclairées en matière de santé procréative	Niveau Loin	Très loin	Modéré
5.6.2 Lois sur l'égalité d'accès à la santé procréative, l'information et l'éducation	Niveau Proche	Modéré	Modéré
Cible 5.a			
5.a.1 Propriété ou droits garantis sur les terres agricoles, par sexe	Niveau		
5.a.2 Lois qui garantissent des droits fonciers égaux	Niveau		
Cible 5.b			
5.b.1 Femmes qui possèdent un téléphone portable	Niveau		Modéré
Hommes qui possèdent un téléphone portable	Niveau		Modéré
Cible 5.c			
5.c.1 Pays avec un système de suivi de l'égalité des sexes	Niveau Très loin	Très loin	Très loin

Cible atteinte ou presque atteinte Proche de la cible Distance modérée à la cible



■ Loin de la cible
 ■ Très loin de la cible
 Données insuffisantes

Les données sur les tendances sont pour la plupart indisponibles pour l'ODD 5 et empêchent une évaluation solide des progrès

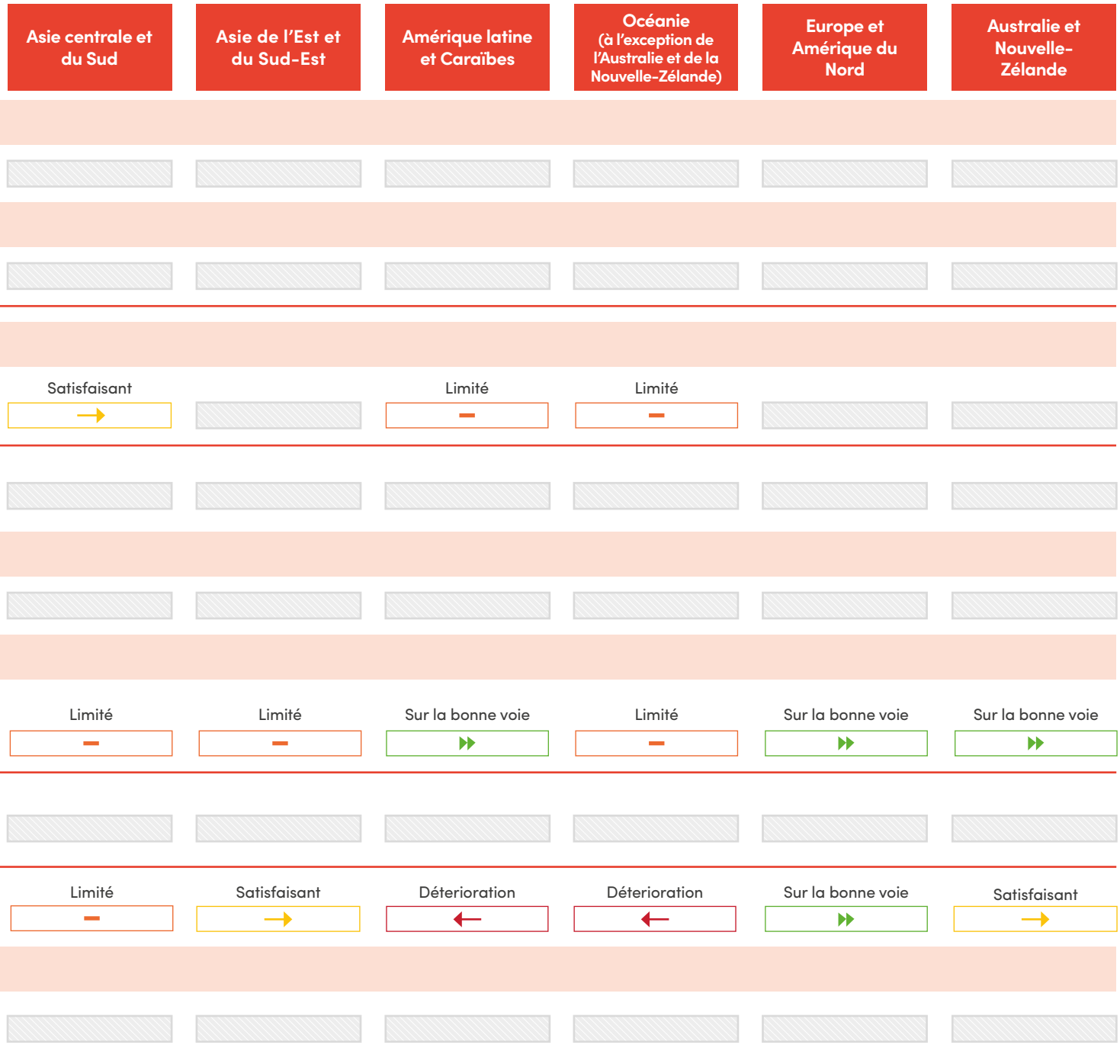
TABLEAU 2

Évaluation des tendances de l'ODD 5, par région

ÉVALUATION DES TENDANCES (SI DISPONIBLE)				
Cibles et indicateurs		Monde	Afrique subsaharienne	Afrique du Nord et Asie de l'Ouest
Cible 5.1				
5.1.1	Tendance			
Cible 5.2				
5.2.1 et 5.2.2	Tendance			
Cible 5.3				
5.3.1 Mariage d'enfants chez les femmes et les filles	Tendance	Satisfaisant 	Satisfaisant 	
5.3.2 Mutilations génitales féminines/excision	Tendance		Satisfaisant 	Satisfaisant
Cible 5.4				
5.4.1	Tendance			
Cible 5.5				
5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans (a) les parlements nationaux	Tendance	Satisfaisant 	Satisfaisant 	Limité
5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans (b) les administrations locales	Tendance			
5.5.2 Femmes occupant des postes de direction	Tendance	Limité 	Limité 	Limité
Cibles 5.6 à 5.c				
Tous les indicateurs pour les cibles 5.6 à 5.c	Tendance			

Remarque : les données sur les tendances sont présentées uniquement pour les indicateurs pour lesquels au moins deux points de données au fil du temps sont disponibles, dont au moins un est 2015 ou avant.

Progrès substantiels/en bonne voie Progrès satisfaisants mais accélération nécessaire



- Progrès limités ou inexistantes
 ▶▶ Détérioration
 Données insuffisantes

Sources : ONU Femmes et la Division de la statistique des Nations Unies, sur la base des dernières données et estimations disponibles à partir de 2021 fournies par : le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Union interparlementaire (UIP), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ONU Femmes, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale.

Remarques : les noms officiels des indicateurs des ODD ont été condensés aux fins de cette représentation. Pour les noms et descriptions complets des indicateurs, voir la liste des indicateurs spécifiques au genre ci-dessous. Les moyennes mondiales et régionales sont celles indiquées dans l'annexe statistique 2021 du *Rapport sur les Objectifs de développement durable*, sauf indication contraire.

L'ODD5 a 14 indicateurs officiels, mais 18 sont inclus dans le graphique car les indicateurs 5.1.1 et 5.5.1 ont plusieurs sous-indicateurs.

5.2.1 : la moyenne mondiale est basée sur 157 pays et 2 régions avec une couverture de 90 pour cent de la population, l'Afrique subsaharienne est basée sur 39 pays avec une couverture de 94 pour cent de la population, l'Amérique latine et Caraïbes est basée sur 26 pays avec une couverture de 99 pour cent de la population, l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) est basée sur 9 pays avec une couverture de 96 pour cent de la population et l'Australie et la Nouvelle-Zélande est basée sur 2 pays avec une couverture de 100 pour cent de la population.

5.3.1 : couvre les femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans. La moyenne mondiale est basée sur 101 pays avec une couverture de 77 pour cent de la population, l'Afrique subsaharienne est basée sur 34 pays avec une couverture de 88 pour cent de la population, l'Asie centrale et du Sud est basée sur 11 pays avec une couverture de 95 pour cent de la population, l'Amérique et Caraïbes est basée sur 17 pays avec une couverture de 58 pour cent de la population, et l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) est basée sur 7 pays avec une couverture de 96 pour cent de la population. Les données pour l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest, l'Asie de l'Est et du Sud-Est et l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne sont pas incluses en raison d'une couverture insuffisante des pays et/ou de la population. L'évaluation des tendances utilise une année de référence de 2011 et est telle que fournie par l'organisme dépositaire.

5.3.2 : la moyenne pour l'Afrique subsaharienne est basée sur 25 pays avec une couverture de 69 pour cent de la population. La moyenne pour l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest ne couvre que l'Afrique du Nord (2 pays et une couverture de 65 pour cent de la population). La couverture des données est limitée pour l'Asie de l'Ouest, où la pratique est marginale.

5.4.1 : moyennes simples du ratio femmes-hommes du temps consacré aux soins non rémunérés et au travail domestique pour 77 pays et régions sur la base des dernières données disponibles dans la base de données mondiale sur les indicateurs des ODD (2007 ou version ultérieure). Les données pour l'Inde ont été ajoutées à l'aide du rapport d'enquête sur l'utilisation du temps de 2019 et pour Madagascar à l'aide du rapport sur les soins de l'OIT 2018, ce qui porte le nombre total à 79 pays et régions. La couverture des pays est inférieure à l'évaluation de 2021 de 92 pays car les estimations antérieures à 2007 ont été exclues de la base de données sur les indicateurs des ODD. Les agrégats régionaux ne sont présentés que si 50 pour cent des pays et/ou 66 pour cent de la population de la région sont couverts, sauf pour l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest où la couverture des pays et la couverture de la population s'élèvent à 39 pour cent et 63 pour cent, respectivement.

5.5.1(a) : l'évaluation du niveau est basée sur les données au 1^{er} janvier 2022. L'évaluation des tendances utilise une année de référence de 2015 et est fournie par l'organisme dépositaire.

5.5.1(b) : les moyennes sont basées sur les données de 136 pays compilées par les Commissions d'ONU Femmes et des Nations Unies au 29 avril 2022.

5.5.2 : l'évaluation des tendances utilise une année de référence de 2015.

5.6.1 : la moyenne mondiale est basée sur 64 pays avec une couverture de 16 pour cent de la population, l'Afrique subsaharienne est basée sur 36 pays avec une couverture de 97 pour cent de la population, l'Asie centrale et du Sud est basée sur 7 pays avec une couverture de 20 pour cent de la population, et l'Asie de l'Est et du Sud-Est est basée sur 5 pays avec une couverture de 6 pour cent de la population, l'Amérique latine et Caraïbes est basée sur 7 pays avec une couverture de 10 pour cent de la population et l'Océanie (à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) est basée sur 1 pays avec une couverture de 79 pour cent de la population. La moyenne pour l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest ne couvre que l'Asie de l'Ouest (3 pays avec une couverture de 5 pour cent de la population). La moyenne pour l'Europe et l'Amérique du Nord ne couvre que l'Europe (5 pays avec une couverture de 9 pour cent de la population).

5.b.1 : calculs d'ONU Femmes basés sur la Base de données mondiale des télécommunications de l'UIT, juillet 2022. Inclut la dernière année disponible pour 2017-2021. Les moyennes régionales sont uniquement présentées si 50 pour cent des pays et 66 pour cent de la population de la région sont couverts. L'évaluation de 2022 pour cet indicateur ne doit pas être comparée à l'évaluation de 2021 puisque la couverture des données pour cet indicateur a chuté de 89 en 2021 à 80 en 2022. La baisse de l'échantillon comprend des pays à forte population tels que le Bangladesh, la Chine et la Sierra Leone en raison de problèmes de qualité et de comparabilité des données. L'UIT prévoit de publier des estimations régionales avec des informations plus complètes en novembre 2022. Ainsi, une évaluation globale et régionale plus complète de cet indicateur sera disponible dans l'édition 2023 du *Gros plan sur l'égalité des sexes*.

5.c.1 : les données représentent les informations communiquées par les pays au cours de 2018-2021. Pour l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest, la moyenne régionale est basée sur les déclarations de moins de 50 pour cent des pays.

LISTE DES INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

Objectif 1. Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes partout

Indicateurs spécifiques au genre (5)

1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)

1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge

1.2.2 Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes, telles que définies par chaque pays

1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, par sexe et par groupe de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables)

1.4.2 Proportion de la population adulte totale, par sexe et par type d'occupation, qui dispose de la sécurité des droits fonciers et qui : a) possède des documents légalement authentifiés ; b) considère que ses droits sur la terre sont sûrs

Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Indicateurs spécifiques au genre (2)

2.2.3 Prévalence de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, selon l'état de la grossesse (pourcentage)

2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone

Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Indicateurs spécifiques au genre (6)

3.1.1 Taux de mortalité maternelle

3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié

3.3.1 Nombre de nouvelles infections au VIH pour 1 000 personnes séronégatives, par sexe, âge et appartenance à un groupe de population à risque

3.7.1 Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale

3.7.2 Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge

3.8.1 Couverture des services de santé essentiels

Objectif 4. Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Indicateurs spécifiques au genre (8)

4.1.1 Proportion d'enfants et de jeunes a) en cours élémentaire ; b) en fin de cycle primaire ; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe

4.2.1 Proportion d'enfants de 24 à 59 mois dont le développement est en bonne voie en matière de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial, par sexe

4.2.2 Taux de participation à des activités d'apprentissage organisées (un an avant l'âge officiel de scolarisation dans le primaire), par sexe

4.3.1 Taux de participation des jeunes et des adultes à un programme d'éducation et de formation scolaire ou non scolaire au cours des 12 mois précédents, par sexe

4.5.1 Indices de parité (femmes/hommes, urbain/rural, quintile inférieur/supérieur de richesse et autres paramètres tels que le handicap, le statut d'autochtone et les situations de conflit, à mesure que les données deviennent disponibles) pour tous les indicateurs dans le domaine de l'éducation de cette liste pouvant être ventilés

4.6.1 Proportion de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) arithmétique fonctionnels, par sexe

4.7.1 Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable, y compris l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme, dans a) les politiques nationales d'éducation, b) les programmes d'enseignement, c) la formation des enseignants et d) l'évaluation des étudiants

4.a.1 Proportion d'établissements scolaires proposant des services de base, par type de services

Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Indicateurs spécifiques au genre (14)

5.1.1 Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes

5.2.1 Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques infligées au cours des 12 mois précédents par leur partenaire actuel ou un ancien partenaire, par forme de violence et par âge

5.2.2 Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus victimes de violences sexuelles infligées au cours des 12 mois précédents par une personne autre que leur partenaire intime, par âge et lieu des faits

5.3.1 Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans ou de 18 ans

5.3.2 Proportion de filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant subi une mutilation ou une ablation génitale, par âge

5.4.1 Proportion du temps consacré à des soins et travaux domestiques non rémunérés, par sexe, âge et lieu de résidence

5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans a) les parlements nationaux et b) les administrations locales

5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction

5.6.1 Proportion de femmes âgées de 15 à 49 ans prenant, en connaissance de cause, leurs propres décisions concernant leurs relations sexuelles, l'utilisation de contraceptifs et les soins de santé procréative

5.6.2 Nombre de pays dotés de textes législatifs et réglementaires garantissant aux femmes et aux hommes de 15 ans ou plus un accès équitable et sans restriction aux soins de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à des informations et une éducation dans ce domaine

5.a.1 (a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe ; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par type de droit

5.a.2 Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres

5.b.1 Proportion de la population possédant un téléphone portable, par sexe

5.c.1 Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes

Objectif 6. Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable

Pas d'indicateur spécifique au genre

Objectif 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Pas d'indicateur spécifique au genre

Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable

Indicateurs spécifiques au genre (6)

8.3.1 Proportion de l'emploi informel, par secteur et sexe

8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et situation au regard du handicap

8.5.2 Taux de chômage, par sexe, âge et situation au regard du handicap

8.7.1 Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge

8.8.1 Fréquence des accidents du travail mortels et non mortels, par sexe et statut au regard de l'immigration

8.8.2 Niveau de respect des droits du travail (liberté d'association et droit de négociation collective) au niveau national, eu égard aux textes de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et à la législation nationale, par sexe et statut migratoire

Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Pas d'indicateur spécifique au genre

Objectif 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

Indicateurs spécifiques au genre (1)

10.2.1 Proportion de personnes vivant avec moins de la moitié du revenu médian, par sexe, âge et situation au regard du handicap

Objectif 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

Indicateurs spécifiques au genre (3)

11.2.1 Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par âge, sexe et situation au regard du handicap

11.7.1 Part moyenne de la surface bâtie des villes qui est un espace ouvert à usage public pour tous, selon le sexe, l'âge et les personnes handicapées

11.7.2 Proportion de personnes victimes de harcèlement physique ou sexuel, par sexe, âge, situation au regard du handicap et lieu des faits (au cours des 12 mois précédents)

Objectif 12. Établir des modes de consommation et de production durables

Pas d'indicateur spécifique au genre

Objectif 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Indicateurs spécifiques au genre (1)

13.3.1 Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable, y compris l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme, dans a) les politiques nationales d'éducation, b) les programmes d'enseignement, c) la formation des enseignants et d) l'évaluation des étudiants

Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

Pas d'indicateur spécifique au genre

Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

Pas d'indicateur spécifique au genre

Objectif 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

Indicateurs spécifiques au genre (6)

16.1.1 Nombre de victimes d'homicide volontaire pour 100 000 habitants, par sexe et âge

16.1.2 Nombre de décès liés à des conflits pour 100 000 habitants, par sexe, âge et cause

16.2.2 Nombre de victimes de la traite d'êtres humains pour 100 000 habitants, par sexe, âge et forme d'exploitation

16.2.3 Proportion de jeunes femmes et hommes de 18 à 29 ans ayant été victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans

16.7.1 Répartition des postes dans les institutions publiques nationales et locales, y compris (a) les organes législatifs ; (b) les services publics ; et (c) les organes judiciaires, par rapport aux répartitions nationales, par sexe, âge, personnes handicapées et groupes de population

16.7.2 Proportion de la population qui estime que la prise de décisions est ouverte et réactive, par sexe, âge, situation au regard du handicap et groupe de la population

Objectif 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser

Pas d'indicateur spécifique au genre

Total

Indicateurs totaux : 231

Indicateurs spécifiques au genre : 51

*Remarque : le nombre total d'indicateurs figurant dans le cadre mondial d'indicateurs s'élève à 248. Cependant, comme certains indicateurs se répètent sous différentes cibles, le nombre réel d'indicateurs uniques est de 231. Similairement, le nombre total d'indicateurs spécifiques au genre figurant ci-dessus est de 52, mais le nombre total d'indicateurs uniques spécifiques au genre est de 51.

Remerciements

Auteurs principaux du rapport : Ginette Azcona (ONU Femmes) et Yongyi Min (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la statistique)

Auteurs du rapport : Ginette Azcona, Antra Bhatt, Julia Brauchle, Guillem Fortuny Fillo, Yongyi Min, Heather Page et Yuxi Zhang

Appui à la recherche : Kathleen Clements, Yifu Hou et Yunjoo Park

Production, communication et plaidoyer : Anu Hautalampi, Leah Kennedy, Jodie Mann, Talita Mattos, Helen Rosengren, Maria Sanchez Aponte et Judith Varona Zamora

Relecteurs/contributeurs : Janette Amer (ONU Femmes), Ionica Berevoescu (ONU Femmes), Olivier Bouret (OCDE), Mariana Duarte Mutzenberg (UIP), Maurice Rene Dunaiski (ONU DC), Jessamyn Encarnacion (ONU Femmes), Dani GhaLoini (PNUE), Katherine Gifford (ONU Femmes), Charlotte Goemans (OCDE), Taylor Hanna (Pardee), Mohammad Irfan (Pardee), Richard Paul Johnston (OMS), Steven Kapsos (OIT), Anne Kepple (FAO), Charles Kenny (CGD), Zohra Khan (ONU Femmes), Bruno Le Feuvre (OMPI), Nathan Menton (UIT), Silvia Montoya (UNESCO), Collen Murray (UNICEF), Ekaterina Poleshchuk (PNUE), Raphaëlle Rafin (ONU Femmes), David Rausis (ONU DC), Marie-Claire Sodergren (OIT), Sebastian Steinmuller (HCR), Papa Seck (ONU Femmes), Silke Staab (ONU Femmes), Constanza Tabbush (ONU Femmes), Laura Turquet (ONU Femmes), Sara Viviani (FAO) et George Yang (CGD).

Révision : Gretchen Luchsinger

Conception : Blossom.it

Traduction : Delphine Huddleston

Lien vers le rapport en ligne et les références : <http://unwo.men/em4f50KskVA>

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues d'ONU Femmes, des Nations Unies ou de toute organisation qui leur est affiliée. Les désignations employées et la présentation du matériel dans cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites. Pour une liste des erreurs ou omissions trouvées après le lancement du rapport, veuillez visiter notre site Web.

e-ISBN : 9789210018395

© ONU Femmes et le Département des affaires économiques et sociales, Division de la statistique 2022

Produit aux États-Unis

Tous droits réservés



PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE GROS PLAN SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2022

Les dernières données disponibles sur l'ODD 5 montrent que le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'égalité des sexes d'ici 2030. La COVID-19 et les réactions hostiles envers la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes réduisent davantage les perspectives d'égalité des sexes. La violence faite aux femmes reste élevée ; les crises sanitaires, climatiques et humanitaires mondiales ont exacerbé les risques de violence, en particulier pour les femmes et les filles les plus vulnérables ; et les femmes se sentent moins en sécurité qu'avant la pandémie. La représentation des femmes aux postes de pouvoir et de prise de décision reste inférieure à la parité. Seulement 47 pour cent des données nécessaires pour suivre les progrès de l'ODD 5 sont actuellement disponibles, rendant les femmes et les filles réellement invisibles. Presque à mi-chemin du point final de 2030 pour les ODD, le moment est venu d'agir et d'investir en faveur des femmes et des filles.

Le rapport *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2022* présente les dernières données probantes sur l'égalité des sexes dans l'ensemble des 17 objectifs, soulignant le long chemin à parcourir pour parvenir à l'égalité des sexes. Il met l'accent sur les liens entre les objectifs, la force essentielle que joue l'égalité des sexes pour faire progresser les ODD, et le rôle central des femmes et des filles pour montrer la voie à suivre.



220 East 42nd Street
New York, NY 10017, USA
Tél : 646-781-4400
Fax : 646-781-4444
onufemmes.org
facebook.com/onufemmes
twitter.com/onufemmes
youtube.com/unwomen
flickr.com/unwomen



**Nations
Unies**

Département des
affaires économiques
et sociales

Division de la statistique
Département des affaires
économiques et sociales de l'ONU
unstats.un.org
unstats.un.org/sdgs
twitter.com/UNStats